le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste

le monde libertaire

étudiants, travailleurs, tous unis !

M 02137 - 1494 - F: 2,00 €

ISSN 0026-9433

« Un socialiste président d'une institution telle que le FMI, est un signe de plus que la social-démocratie n'est plus en coma dépassé mais désormais en état de mort clinique. »

Eric Hazan

1494
du 15 au 21 novembre 2007

Sommaire

Les universités sous pression, par Rafäel, *page 5*

Les **brèves**, *page 6*

L'autruche à l'attaque, *page 7*

L'ouvrier de nuit, par **le Peinard**, *page 7*

L'eau à tous les étages par S. Chemin, *page 8*

La police partout, par M. Rajsfus, *page 9*

Imprimerie Nationale toujours debout, *page 10*

SNCF, **grève des pinces**, par D. Martius, *page 10*

Capital, droit dans le mur, par X. Bekaert, *page 11*

Gênes, l'oubli, par Barbara, *page 14*

Pakistan, l'impasse, par P. Sommermeyer, *page 15*

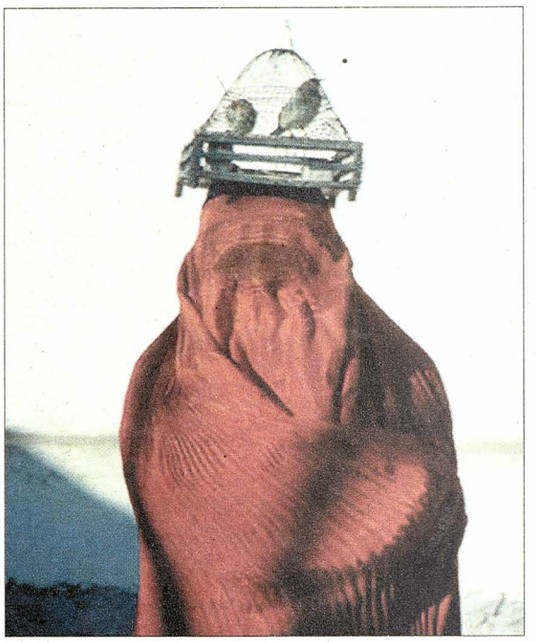
Interviou des réalisateurs de ***La Commune***, par P. Schindler, *page 17*

Venezuela, feu sur **les étudiants**, par T. Porré, *page 20*

Vie du mouvement, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	20 €	27 €
6 mois, 25 n^{os}	38 €	46 €
1 an, 45 n^{os}	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: R7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

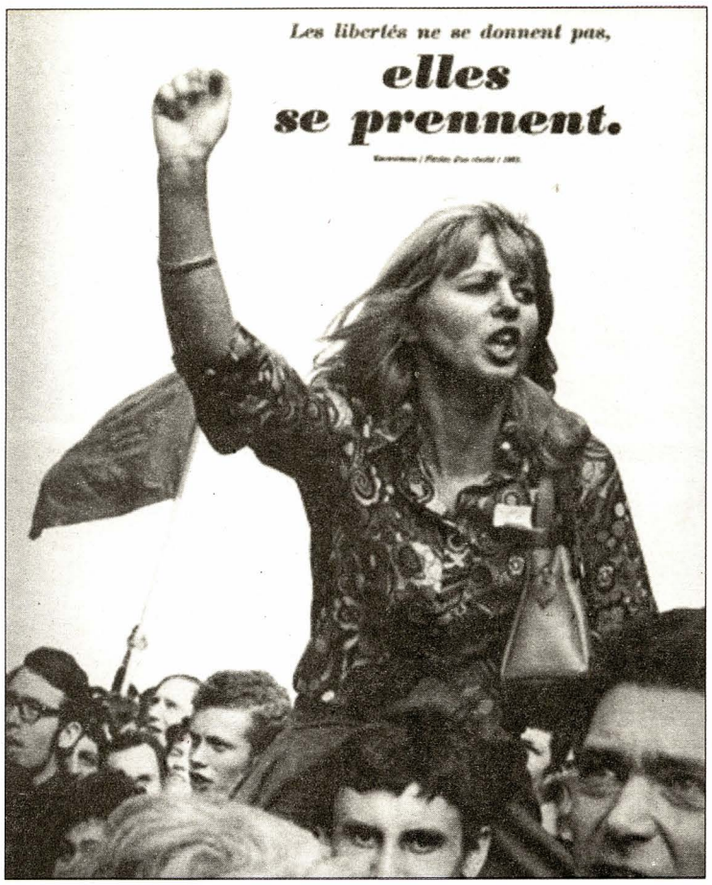
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Si t'es pas content t'as qu'à descendre !

À l'heure où nous bouclons ce numéro, nous ne savons pas quel sera le résultat des grèves de cette semaine. Déjà on peut voir la détermination du gouvernement. En effet celui-ci, représenté, une fois n'est pas coutume, par François Fillon – à croire que le grand médiagogue Naguy Bocsa ne veut pas se tremper dans ce bouillon social – semble déterminé à ne pas lâcher le morceau. L'attaque médiatique contre les revendications légitimes des ouvriers et employés des sociétés de transport semble s'orienter vers une fin de non recevoir. Déjà il annonce que les grèves seront dures, mais qu'ils ne céderont pas. Pendant ce temps il ordonne à la SNCF et à la RATP d'offrir des augmentations de salaires aux grévistes, afin de permettre à leurs complices des grandes centrales syndicales de trouver une porte de sortie honorable à la révolte de ceux qu'ils sont censés représenter. Les étudiants, attaqués pendant leurs congés par la loi de réforme des universités, qui veut livrer à l'appétit vorace des chefs d'entreprises notre outil de formation indépendant des bourgeois depuis plus d'un millénaire, se réveillent et crient leur colère à la face de ces gougnafiers. « Ce n'est pas la rue qui va gouverner ! » scandent les politicards de tous poils qui appuient leur légitimité sur les résultats issus des urnes ; « le peuple a voté pour ces réformes » se gobergent-ils. C'est oublier un peu vite que les résultats des élections ne s'obtiennent pas par la pertinence d'un programme, mais par les dizaines de millions d'euros investis dans la communication. C'est bien le peuple, celui qui à la base fait tourner notre économie au profit de ces exploiteurs, qui s'exprime cette semaine à travers les grèves. Si la réforme des régimes spéciaux ne concerne que 5 % des retraités, c'est bien pour pouvoir réformer le statut de tous les autres que ces charognards s'acharnent sur ce projet. Le minimum que nous pourrions revendiquer est la cotisation pendant 35 ans pour tous, histoire de progresser un tout petit peu dans les avancées sociales. Fi des arguments consistant à dire que les caisses sont vides, que la communauté ne peut assumer ces dépenses. Lorsque la Sécurité sociale a été mise en place, à la sortie de la guerre, les caisses de l'État étaient encore plus vides que maintenant, mais il a bien trouvé les moyens de financer cette mesure. Quand il s'agit d'alléger le coût du travail pour les patrons ou les impôts des plus riches, l'État trouve les ressources nécessaires. Ne nous laissons pas piéger par le débat sur la pénibilité qui veut nous faire croire que seuls les travaux manuels lourds sont pénibles. C'est oublier le stress qu'engendre l'exploitation actuelle, avec ses exigences de rentabilité…



Je ne sais pas si vous le savez mais écrire dans *le Monde Libertaire*, c'est parfois partir à l'aventure. Non que nous soyons à chercher l'inspiration, la nuit, dans une chambre d'hôtel malfamé à regarder, verre de whisky à la main, au dehors ce qui s'y passe pour trouver LE sujet qui vous fera vibrer ou vous donnera envie de lutter plus encore pour une société sans classe ni État. Nous ne sommes pas non plus réunis dans une superbe salle high-tech noyée d'éclairage au néon, le cigare au bec, à écouter le rédac'chef nous donner ses instructions qui conduiront, c'est sûr, à la société libertaire. Non, c'est un peu plus compliqué que ça. Pour ma part (allez hop, j'vous dis tout), je me fais un devoir d'écrire mon papier sur mon temps de travail et de piquer, ainsi, encore un peu de temps à mon patron. Cette fois, je vous le donne en mille, voilà le challenge qu'on m'a mis entre les mains : « ta mission, si tu l'acceptes, c'est d'écrire pour vendredi 9 novembre, un article que la majeure partie des lecteurs découvriront le 15, alors qu'entre deux, il y aura eu le mouvement de grève des cheminots… » Ce qui veut dire pour moi, que j'entre dans la quatrième dimension. D'autant que vous, là, qui lisez mes élucubrations, savez déjà où on en est. Peut-être que les rues sont occupées, que le mouvement des cheminots a vite pris comme une traînée de poudre et que… oui, la grève générale expropriatrice est en route… ou peut-être pas… Peut-être que le soufflet est déjà retombé.

Pourtant, à l'heure où j'écris… on sent comme un frémissement. Le conflit des marins pêcheurs en est un exemple. Même si on peut rester circonspect devant son côté catégoriel, et surtout sur les mesures proposées par le gouvernement (et acceptées) qui vont accroître encore les déficits sociaux et qui retomberont sur le consommateur. Il s'agit en partie de travailleurs confrontés à une question immédiate de survie, qui luttent par rapport à des conditions de travail difficiles et par rapport à la hausse du gazole. Les uns après les autres les quartiers maritimes se sont joints au mouvement de grève et les départements côtiers ont connu de dures journées de protestation. Blocage des dépôts de carburant, des

ports, opérations escargot... Les marins pêcheurs ont réalisé une démonstration de force qui a particulièrement énervé Sarkozy qui en a quand même profité pour nous faire un nouveau show.

L'un des intérêts de ce conflit c'est que le Comité national de la pêche a perdu toute légitimité à représenter les marins pêcheurs: non seulement il n'a pas appelé à la grève mais il a même refusé son soutien. Cela c'est fait en partant de la base.

D'autres sujets de mécontentements se multiplient et touchent de plus en plus de catégories socioprofessionnelles: juges (remise en question des tribunaux dans les villes moyennes et autres), chauffeurs routiers, agriculteurs...

Que les campus deviennent des foyers de résistance !

Depuis quelques semaines, une lutte prend forme sur les campus de France (près d'une vingtaine au moment où j'écris) qui se mettent en grève, qui occupent leurs facs et/ou organisent des piquets de grève.

C'est une lutte qui prend comme prétexte la loi sur l'autonomie des universités, et, plus généralement, contre la privatisation des universités, mais qui s'élargit à la démolition des acquis sociaux et au racisme d'État (expulsions, rafles, ADN, loi Hortefeux). Souvent ces occupations prennent une allure radicale qui dépasse le cadre universitaire pour se prononcer contre le pouvoir: « Nous sommes la génération qui s'est battue dans la rue ces dernières années, ces derniers mois. Disent des occupants de la fac de Rouen. Depuis plusieurs jours, nous avons observé la mobilisation des autres villes. Il nous a semblé que chacun, là où il était, attendait un signal, une étincelle, pour que tout commence. Nous n'avons plus de raison d'attendre. » Quant aux formes de lutte, ceux de Nanterre ajoutent: « il ne s'agit pas de reproduire schématiquement les recettes du CPE. D'évidence, la classe dirigeante anticipe les contestations. On voit bien que, préventivement, des facs bloquées sont fermées administrativement. Il faut utiliser toutes les formes de lutte. Principalement, l'occupation, qui permet de se réapproprier l'espace universitaire, confisqué par l'institution, et de s'organiser ».

C'est un mouvement fort qui semble se mettre en place jour après jour, avec souvent la volonté d'en découdre: « Des cheminots nous retenons la force de paralysie, la capacité à dérégler les gestes tellement huilés du quotidien. Du CPE nous gardons la force d'initiative et la possibilité de vaincre dans l'affrontement. Si ce mouvement naît du prétexte de la loi sur l'autonomie des universités, il s'inscrit plus généralement dans une offensive à l'encontre du pouvoir en place. La France d'après, nous y sommes et rien ne nous la fera aimer. Ce à quoi nous sommes confrontés n'est pas un simple durcissement des institutions mais la constitution d'une force politique prête à tout pour éliminer ceux qui ne filent pas droit, ceux qui ne partagent pas leur désir d'un monde parfaitement policé où les cadres aux dents colgate roulent en velib'au milieu des rafles de sans-papiers. Il n'y aura pas de trêve. C'est une vérité de l'époque que nous devons assumer. » Disent certains occupants.

Le front des retraites

Sur la réforme des retraites, comme sur les dossiers touchant à l'avenir du service public SNCF, aucune réponse n'a été apportée par le gouvernement et la direction SNCF: avec le système de décote, la pension à terme sera diminuée de 25 % pour une même durée de travail, c'est travailler plus longtemps pour gagner moins en retraite; avec la désindexation des pensions sur les salaires, (cette mesure appliquée au régime général, a engendré en 15 ans un écart de 20 % entre l'augmentation du pouvoir d'achat des actifs et des retraités); avec la mise en place d'un double statut pour les nouveaux embauchés, le gouvernement joue la division des anciens contre les jeunes... En refusant d'entendre le message délivré lors du mouvement du 18 octobre dernier, gouvernement et direction SNCF ont fait le choix du conflit.

Sarkozy et consorts veulent mater les cheminots, veulent qu'ils perdent. Parce qu'après, tous les autres salariés seront à terre. Ils veulent faire un dernier exemple. Sarkozy veut montrer aussi que le front social ne lui fait pas peur (d'où ses déplacements, sur deux lieux de conflits). Il joue le roquet macho qui aboie, et interpelle les grévistes. Il demande qu'on vienne le voir et qu'on lui dise en face ce qu'on pense... Hé bien chiche !

Quant aux organisations syndicales, si elles semblent unies dans le conflit SNCF, si 4 syndicats des gaziers et électriciens et ceux de la RATP ont appelé à se joindre aux cheminots... les suites de cette journée d'action sont pour le moins floues, même si SUD et la CGT cheminots semblent parler de continuer après le 14. Reste que, ensuite, pour être en ordre dispersé les syndicats filent rencard aux salarié.e.s de la fonction publique, de l'enseignement et plus si affinité, pour le 20. Nous balader de journée d'action en journée d'action, on a déjà donné. À nous de nous faire entendre dans les syndicats, dans la rue ou ailleurs pour créer un mouvement fort et déterminé.

Pour terminer, je laisse le mot de la fin aux occupants de la fac de Rouen: « Les cheminots, la loi sur l'ADN, les profs, les fonctionnaires, tous ces fronts qui s'ouvrent appellent le meilleur de notre intelligence, une pensée stratégique maximale. Nous faisons le pari que ce moment est opportun pour nous retrouver, pour retourner dans la rue, pour prendre le pavé et nous jeter dans la lutte. Notre mouvement sait qu'il n'est pas isolable, qu'il rentre en résonance avec tous ceux qui ont pris la décision de lutter là où ils sont, à leur manière et de toute leur détermination. »

J.-P. L.

Tract distribué lors de la manif étudiante à Rouen le 8 novembre dernier

Bonsoir,

Nous sommes étudiants, chômeurs, RMIstes, cheminots, salariés, lycéens, ou même profs. Si nous prenons le pavé, si nous bloquons le centre-ville de Rouen c'est parce que nous en avons plein le cul. Parce que chaque jour nos vies sont un peu plus misérables et ennuyeuses. Et que nous savons que ça n'ira pas en s'améliorant. Nous pensons qu'il y a une guerre en cours. Une guerre contre tous ceux qui ne filent pas droit, contre tous ceux qui ne se lèvent pas assez tôt, contre tous ceux qui désabusés, n'en peuvent plus de cette société, de ses rapports entre les gens, entre nous. Tous ceux que les cures de valium ou les promesses de politiciens ne calment plus. Pour une fois, nous nous retrouvons, par delà les faux clivages qui nous isolent: jeunes, vieux, chômeurs, salariés, cailleras ou on ne sait plus quel distinction stupide. Nous n'avons rien à vous vendre, aucun parti politique à rallier. Nous vous invitons simplement à nous rejoindre, autour de la volonté commune de s'organiser, de résister, pour en finir avec l'apathie, pour arrêter de subir, pour attaquer. Si nous voulons tout bloquer, tout arrêter, c'est pour qu'enfin nous puissions nous retrouver, pour qu'enfin quelque chose de nouveau puisse arriver, se lever. Si vous nous entendez, nous vous attendons. Avec armes et bagages.

À bientôt...

Mouvement social :

Les étudiants seront de la partie

De notre envoyé spécial à la coordination du mouvement étudiant qui se réunissait à Rennes le 11 novembre quelques heures avant la mise sous presse du « Monde libertaire » ...

La température est encore montée d'un cran dans les facs cette semaine : la mobilisation des étudiants prend de l'ampleur, aussi bien en terme de nombre de personnes impliquées que sur le plan de la richesse et de la précision des débats et des revendications.

Les conséquences concrètes de l'application des mots d'ordre compétitivité-rentabilité-contrôle à l'université sont clairement néfastes. Et cette prise de conscience élémentaire agit comme révélateur de leur nocivité globale (en ce qui concerne la société toute entière). Ainsi, face aux plates-formes catalogues, la question de la logique d'ensemble se fait peu à peu jour.

Les étudiants se positionnent aussi clairement en faveur d'un mouvement interprofessionnel (non-corporatiste) : à la fois dans nos universités (construire le mouvement avec les profs et surtout les personnels), et plus largement, par une solidarité effective avec les cheminots, les sans-papiers... Cette radicalisation progressive est tout autant théorique que pratique.

Des piquets de grève ont été mis en place dans une quinzaine d'universités, et une quinzaine d'autres devraient les rejoindre dans les jours à venir. Les assemblées générales se multiplient : elles ont dépassé le seuil de 500 personnes dans une vingtaine de villes. Plusieurs facs sont occupées.

Mais elles doivent alors, bien souvent, faire face à une répression administrative et policière précoce. Les présidents d'université n'ont pas hésité pas à décréter des fermetures administratives pour empêcher les étudiants de se réunir. Ils ont aussi essayé de court-circuiter les assemblées générales en organisant des referendums à bulletins secrets, ou des votes par internet. Ils ont enfin eu recours aux intimidations personnelles : menaces de poursuite judiciaires sur les membres de la délégation envoyée pour négocier, pressions psychologiques, physiques, etc. D'autre part, les évacuations par les CRS sont désormais monnaie courante. À Tolbiac, des flics étaient postés jeudi devant les grilles de la fac fermée.

Malgré cela, les étudiants commencent à se réapproprier réellement leurs lieux d'études : ils y organisent des projections, des débats, des enseignements alternatifs... Il est souhaitable que cette manière de concevoir et de réaliser l'occupation se généralise.

Par ailleurs, les étudiants ont organisé dans la plupart des grandes villes de France des manifestations, qui ont réunis plus de 500 personnes dans 12 de ces villes. À Paris et à Rennes, les manifestants sont descendus sur les voies de chemin de fer. À Pau, une opération péage gratuit a été mise en place. Ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres pour montrer que la pratique de la manifestation libre (« sauvage » : la parcours n'est pas déposé en préfecture) ou détournée (un parcours est déposé, mais en un point donné, les manifestants bifurquent) est bien acceptée, en règle générale, par les étudiants.

Les universités grévistes se coordonnent également au plan national : la dernière « coordination nationale étudiante » a eu lieu à Rennes le week-end du 10 au 11 novembre. Elle a réuni 33 délégations mandatées. La prochaine coordination est prévue ce week-end (17-18) à Tours.

Bref, tout ça pour dire que les étudiants seront au rendez-vous pour le mouvement social qui s'annonce. Ça va chauffer...

Rafaël

(Groupe Louise-Michel)

Brèves de combat

Non au marquage ethnique

Le ministère de l'Identité nationale prend une mesure pour distinguer les individus en fonction de leur couleur de peau, en fonction de leur religion et en fonction de leur origine : la statistique ethnique… À quand les camps de concentration pour mauvaise couleur de peau ? Une pétition coure sur Internet *www.fichepasmonpote.com* qui a déjà obtenu 12 000 signatures non-éthniques.

L'homophobie, un détail !

Le député Christian Vanneste devrait être investi par l'UMP pour les municipales à Tourcoing. Il a pourtant été condamné 3 000 euros d'amende pour avoir notamment affirmé que l'homosexualité était « inférieure à l'hétérosexualité », comme quoi de si laids propos n'entament en rien une si belle carrière !

Encore un sans-papiers défenestré

Un sans-papiers de 37 ans, natif du Burkina-Faso s'est jeté mardi du troisième étage d'un foyer Sonacotra pour échapper aux policiers, dans le 3e arrondissement de Marseille, pour vérifier la « bonne occupation des lieux ». Il a été hospitalisé à l'hôpital de la Conception avec les deux jambes fracturées, mais ses jours ne sont pas en danger. 3 autres personnes en situation irrégulière ont également été interpellées lors de l'opération.

Putes insoumises

Une quarantaine de prostituéEs, hommes et femmes, se sont rassembléEs devant le jardin du Luxembourg pour protester contre la politique de harcèlement de Sarkozy.

Ça branle dans le manche

D'assemblées générales en débrayages, la contestation a gagné une trentaine de facultés, selon l'Unef. En tête du mouvement : les universités de lettres, psychologie et sociologie de Rouen et du Mirail, à Toulouse, en grève depuis le 30 octobre, et celles de Tolbiac (Paris-I) et d'Aix-Marseille fermées administrativement. Une centaine d'étudiants ont également bloqué l'entrée de la faculté de lettres de Tours. Même scénario à Perpignan, Aix et La Sorbonne à Paris, où les étudiants ont voté la grève avant d'installer des barrages filtrants.

Roms expulsés sans répit

Dans 3 communes de Seine-Saint-Denis (Bondy, Saint-Denis et Bagnolet), la police a investi des terrains occupés par des Roms bulgares ou roumains, les a fait monter dans des bus, et leur a « proposé » une expulsion immédiate avec aide au retour. À leur arrivée, des chèques de 153 euros pour les adultes et de 46 euros pour les enfants, leur ont été remis… Avec ça ils vont aller loin ! Médecins du monde demande l'arrêt des expulsions des Roms, rappelant que : « Les conditions de vie déplorables auxquelles ils sont condamnés les exposent fortement à des risques sanitaires, notamment la tuberculose et que les expulsions incessantes et répétées dont ils sont victimes conduisent à la rupture des soins et traitements. »

Hortefeux assassin

Un séropositif au VIH sous traitement est actuellement au centre de rétention de Metz en vue de son expulsion vers la Géorgie, pays où l'offre de soins est officiellement insuffisante et où l'accès effectif au traitement est impossible pour une majorité des personnes touchées. Pourtant, au mois de septembre le directeur du cabinet d'Hortefeux s'était engagé auprès des associations de malades, Act Up-Paris, AIDES et de la Cimade, à ce qu'aucun étranger séropositif ne soit expulsé vers un pays où les traitements ne sont pas accessibles, conformément à la loi. Par ce double langage, le ministère condamne, de fait, à mort des séropositifs en les expulsant.

Chili catho

Les grandes chaînes de pharmacies du Chili, un pays très catholique, se refusent à distribuer la « pilule du lendemain » malgré le soutien des services de santé de l'État. Les pharmaciens mettent en avant leur « objection de conscience », une position soutenue par le pape Benoît XVI, pour refuser de vendre à la population ce médicament anticonceptionnel d'urgence.

Vague xénophobe en Italie

Une Italienne de 47 ans, Giovanna Reggiani, a été tuée le 1er novembre à Rome, à la suite d'une agression commise par Romulus Mailat, un citoyen roumain d'origine rom. Cet épisode a décidé les autorités italiennes à prendre des mesures contre l'immigration illégale, et il a également déclenché un violent mouvement raciste contre tous les immigrés roumains en Italie, même les stars du foot.

Transports gratuits ?

Sud Rail et une fédération d'usagers réclament une table ronde sur la gratuité dans les transports en guise de grève. La SNCF freine « pour des questions de sécurité ». Mais, en fait, pour l'instant, la SNCF considère que le fait de faire voyager gratuitement des clients est une faute professionnelle. « À chaque tentative, explique un militant Sud Rail, les sanctions envers les employés ont été assez lourdes, des blâmes, des grèves refusées. Le règlement de la SNCF l'interdit tout simplement ». (Voir notre article p 10).

Oaxaca (Mexique)

De nouveau, l'assassin Ulises Ruiz (gouverneur de l'État) réprime, torture et enferme le peuple de Oaxaca. Un an après la bataille contre la police fédérale, le peuple de Oaxaca est sorti dans la rue, le 2 novembre, en mémoire de tous les compagnons tombés. La répression a été rapide et brutale. Des membres de l'APPO (Assemblée Populaire du Peuple de Oaxaca) ont été arrêtés de façon arbitraire ainsi que de simples passants. Nous devons poursuivre le travail de dénonciation de la répression dont est victime le peuple de Oaxaca, et plus généralement du Mexique. Leur bataille est avant tout un espoir pour nous tous. Leur défaite serait aussi la nôtre.

Un an de prison pour graffiti

Le 21 janvier 2006, après la condamnation de dockers pour avoir participé à la manifestation contre un projet « Bolkenstein » portuaire présenté au Parlement européen de Strasbourg, Thierry Delforge, militant syndical, est arrêté par la police pour avoir écrit à la peinture, sur le mur d'un dépôt appartenant à la Ville de Bruxelles, la phrase « Libérez les dockers ». La police trouve en outre dans le coffre de sa voiture deux sabres d'abattis dont il se sert pour débroussailler son jardin dans les Ardennes. Il n'en faut pas plus pour le condamner pour « destruction d'un édifice » et pour « transport d'armes prohibées ». La condamnation est prononcée le 28 mars 2007 par contumace, la convocation ne lui étant pas parvenue. La peine est incroyablement lourde : un an de prison, dont six mois avec sursis. Thierry Delforge a fait opposition à ce jugement, et l'affaire doit repasser le 21 novembre devant la 50e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles. Mais, en attendant, il sera écroué à la prison de Forest dès ce vendredi 9. Devant la démesure d'une telle peine pour un délit aussi mineur, il est difficile de ne pas conclure que c'est le militant syndical et associatif qui est condamné, et à travers lui tout le mouvement de contestation sociale.

L'assurant militaire

Le 12 octobre 2007, des étudiants et jeunes actifs des associations MACAQ et Jeudi Noir ont « réquisitionné » afin de s'y loger et d'y étudier un bâtiment parisien (85 boulevard du Montparnasse, laissé vide par son propriétaire.) « Avec cette réquisition, les associations MACAQ et Jeudi Noir entendent contester la braderie des biens de l'État, alors que la France traverse sa plus grave crise du logement depuis l'après-guerre. L'État s'est engagé dans la loi à affecter en priorité son patrimoine immobilier disponible à la construction de logements sociaux mais le gouvernement n'a aucune volonté de régler le problème et de tenir ses engagements. » Détail piquant : cette bâtisse appartient à la société foncière LOCAMUT, filiale à 100 % de la MAIF Détail très piquant : la MAIF a choisi, sous le prétexte que le bâtiment était dans l'attente de travaux, d'envoyer les CRS pour déloger les étudiants. Pourtant, pas l'ombre d'un permis de construire à l'horizon… Entre militants, on ne se fait pas que des politesses.

Le billet du peinard

Ch'uis un prolo d'la nuit

Je vous le dis comme je le pense ch'uis un prolo de la nuit. J'avais envie d'causer encore un coup des porteurs de presse rapport que dans un supplément emploi d'Ouest France d'octobre, on nous présente le métier comme un revenu complémentaire: « Vous êtes matinal, volontaire et disposez d'un moyen de locomotion? rejoignez nos dépositaires. » Les communiquants du marketinge de Rennes ont affûté leur couteaux car pour démusser un prol' prêt à se lever bien avant le potron minet, y'en a pas des masses. Alors i z'ont mis d'la couleur et pis la pub pour eux c'est gratoche. Bon alors le gâs a une belle casquette vissée sur le coupet du crâne et un dessin le représente avec ce qui semble être une Vespa (le rêve). La Dolce Vita, quoi! Soyons clair, tout çà c'est du flan car on ne devient pas porteur de presse ou distributeur de gratuits par vocation. Comment pourrait-on d'ailleurs avoir la fibre du porteur? Travailler parfois sept jours sur sept pour toucher ketchi. Pourtant je me suis laissé avoir par une annonce d'offre d'emploi. Oh! faut dire qu'elle était bien planquée la gamine. Pas le genre qu'on trouve en couleurs placée en page centrale dans les canards de Paname. Plutôt style quelques mots cachés en bas de pages. En fait, c'est en mars 2003, un matin que j'étais dans ma cuisine, suppant un p'tit noir. Je lisais tranquillosse le journal pour lequel je travaille comme correspondant de presse et que je livre depuis. Je regardais bien sûr si mes articles étaient sortis sur la commune pour laquelle je pige. Ok, tout est paru, réglo, no problemo! Et pis vlà-ti pas que je me mets à passer les pages et je tombe sur la gazette de l'emploi. On ne sait jamais que je dénicherai un taf cool, bien payé. Doigts d'pieds en éventail et tout le toutim, quoi! Je vous rends texto l'entrefilet: « recherchons personne pour distribuer la presse quotidienne. Activité complémentaire en CDI, statut salarié. Véhicule indispensable ». Et dix minutes plus tard me voici au téléphone avec au bout du fil la daronne de la boîte de portage. Rendez-vous était pris pour le lundi suivant. Je sors mon blabla, le pedigree. Trois semaines plus tard j'étais en apprentissage pour une semaine avec un gars. Un porteur chevronné qu'avait roulé sa bosse dans le métier. Premier jour, juché sur une mobilette à bout de souffle (première fois que je posais mon cul sur un engin pareil, y'a un début à tout, pardi!) Fallait repérer les boîtes aux lettres, l'itinéraire, les raccourcis, les heures où on risque de rencontrer des lascars (dont j'ai fait partie lorsque je courais la gueuse). Je cause avec le gars, le boulot, l'avenir... Le mec t'affranchit: « en fin d'année on fait les calendars, ça rapporte ». Il t'indique alors les clients qui payent et ceux qui donnent keudale. À éviter de surcroît. Malgré les conditions de travail, le porteur a une certaine fierté. Les anciens dont certains avaient plus de vingt ans de portage derrière eux, te racontent des histoires de porteurs. Par tous les temps, la flotte, la neige, le verglas, les orages, le retard du camion, les embrouilles avec les collègues ou le chef de dépôt. Les clients qui font le pied de grue derrière leurs rideaux de cuisine ou bien devant la boîte aux lettres. Ces fameuses boîtes aux lettres. Tous mes camerluches ont plus d'un coup enragé contre cet ustensile aux modèles inimaginables. Y'a ceux qui sont réglos. Une boîte bien comme il faut. Les autres, des boîtes de Mathusalem. Les doigts niqués pour un journal. Les boîtes bourrées de pub. Et... Ceux qui veulent qu'on mette le canard dans un tuyau. Ah les cons! J'vous raconte ça un peu à l'emporte pièce mais j'écris comme ça me vient. J'aimerais au moins qu'une fois dans leurs vies mes camaros s'mettent en grève! Bordel 2500 porteurs de presse à bloquer les dépôt du Grand Ouest et pus d'canard dans les tourniqués! J'y travaille régulièrement mais les zigues n'ont guère de l'appétit pour batte l'pavé! Et pis faut pas compter sur les syndicats de la représentation pour venir défendre ces prolos d'la nuit!

L'Peinard d'Caen

Mail: lepeinard@orange.fr

Quand l'autruche éternue...

Tout s'explique

Tirant tête hors du trou, qu'entend-je? En premier lieu Fillon, qui, au vu de l'usage effréné que fait Sarko des aéroplanes, pour avoir une chance d'enfin l'accompagner se résoud à jouer les hôtesses de l'air: « attachez vos ceintures », lance-t-il aux députés. Y'aurait de la turbulence dans l'air? Bien entendu Fillon, pour qui « le mois de novembre n'est jamais un mois facile », fait référence aux grèves en cours et à celles à venir. Ce à quoi son seigneur et maître a cru bon de rétorquer: **« on nous promet un mois de novembre difficile? Mais c'est tout le quinquennat qui sera difficile. »** On s'en serait un peu douté.

Fillon, est une triste figure. Président de l'association des grises mines de France, voulez-vous savoir ce qui le chagrine? **« Il y a quand même des résistances dans notre pays, de mauvaises habitudes qui ont été prises. »** Droit de grève code du travail protection sociale minimas, autant de « mauvaises habitudes » qui le peinent comme, naguère, elles devaient peiner Pierre Laval.

Tiens puisqu'on parle des grands hommes, que devient Raffarin? La moquerie est facile, mais qu'on ne s'y trompe pas: sous des dehors bonnasses le Jean-Pierre dissimule un esprit aussi aiguisé que la pente peut être rude. **« Il y a ceux qui veulent manifester, et puis il y a ceux qui veulent travailler .»** Et de nous refaire le coup de la majorité silencieuse, pompidolesque à souhait. Mais la palme de la mauvaise foi revient sans conteste cette semaine, une nouvelle fois, à Jean-François Coppé, lequel justifia l'obligation de tenir « face à la rue » par cet obscur souci: **« Depuis vingt ans, les Français s'essuient les pieds sur les hommes politiques. »** Ç'aurait été avec plaisir, mais nos chaussures sont propres et la paillasse dégueulasse.

Les socialos, me direz-vous, défilent-ils en masse? Pensez donc, sont trop occupés pour se joindre aux cortèges: ils défendent avec les dents le traité européen, qui n'en demandait pas tant. **« Quand il s'agit de l'Europe, il faut accepter les étapes imparfaites »**, grogne Delanoë. Ce que le copain Lestrat, pour ne pas le citer, ne manquerait pas de résumer par l'histoire de ces types qui cassent des œufs, cassent des œufs, mais dont on ne voit jamais l'omelette. Peu importe l'omelette, au final, pourvu que passe en force un traité qui **« sort l'Europe de l'impasse »**, comme l'aura souligné leur bureau national. Faut bien admettre que depuis deux ans, bin ça avançait plus. D'ailleurs, c'était très bien.

Si les aînés se défendent, les bébés PS type Julliard, président de l'Unef, savent aussi jouer du comique de situation. À la question de savoir pourquoi son syndicat n'appelait pas à l'abrogation de la loi sur les universités, le drôle a répondu que **« c'est un objectif qui ne nous semble pas atteignable ».** Plus combatif, tu meurs... Dans le registre « soyons réalistes, surtout ne demandons rien », on classera Julliard ex aequo avec ce flic finlandais, qui suite à la tuerie dans un lycée la semaine dernière, expliquait l'énorme quantité d'armes vendues en Finlande: **« Nous sommes un grand pays, avec beaucoup de forêts. Nous chassons. »** Tout s'explique.

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

L'eau monte

Prix de l'eau, entre vagues d'augmentations et flots de mensonges

Dans son numéro du mois de novembre, la revue *Que Choisir* s'est penchée à nouveau sur la problématique du prix de l'eau, étant entendu que celle-ci recouvre deux composantes, la distribution d'une part, et l'assainissement d'autre part,

Conclusion de l'enquête menée par ce magazine, d'une manière générale les particuliers d'un certain nombre de grandes villes se font pomper leur fric d'une manière éhontée. Au palmarès des villes expertes dans l'art d'assécher leur porte monnaie, Toulouse, Reims, Lyon, Marseille se bousculent pour monter sur le podium. Ce voyant, le Sdif (Syndicat des eaux d'Île-de-France) piqué par la jalousie, s'est débrouillé pour se jucher sur la plus haute marche avec un taux de marge global (distribution et assainissement) de 58,7 % Petite anecdote, il paraît que son président, le sieur Santini, a émis un gros rot de satisfaction entre deux volutes de cigare (le lascar en pétune pour près de 1 000 euros par mois)

Sitôt publié ces chiffres ahurissants, les élus locaux concernés, la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) et les requins du secteur, principalement Véolia et la Lyonnaise des Eaux ont couiné comme des rats (d'eau évidemment) et balancé moult explications vaseuses pour noyer le poisson. Las, les chiffres sont têtus et dûment vérifiables ainsi que le démontre *Que Choisir*, aussi leurs ratiocinations ne sauraient émouvoir quiconque, fut-ce un simple têtard. Comme il était prévisible, après avoir entretenu une vague agitation en surface, les médias ont tiré la chasse d'eau pour faire disparaître ces faits dégoûtants dans la fosse aux eaux usées qui leur sert de pataugeoire quotidienne.

L'eau n'a pas de mémoire, cependant, un simple plongeon en arrière nous éclairera sur la manière adoptée par les capitalistes avec la complicité des élus de la République (oh que c'est beau!) pour faire de l'eau un de leurs royaumes. Les régies publiques communales, fortes d'une prérogative qui remonte à 1789, assumaient majoritairement jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale les services d'eau et d'assainissement pour le compte d'une majorité de la population en France. La paix revenue, la conjugaison de l'accroissement des besoins du pays en eau et les dispositions réglementaires qui caractérisaient le statut des régies municipales, par exemple l'impossibilité qui leur était faite de constituer des réserves d'investissement, vont complètement bouleverser la donne. Après avoir rôdé leurs compétences techniques pendant une dizaine d'années, à partir du milieu des années cinquante, un petit nombre de groupes privés fourbira un nouvel argument de séduction auprès des collectivités locales. En l'occurrence, ces assoiffés de profits charmeront les oreilles des élus en leur vantant leur talent dans un domaine qui allait faire florès par la suite, celui de l'« ingénierie financière ». Le procédé a été (comme il l'est toujours) invariable.

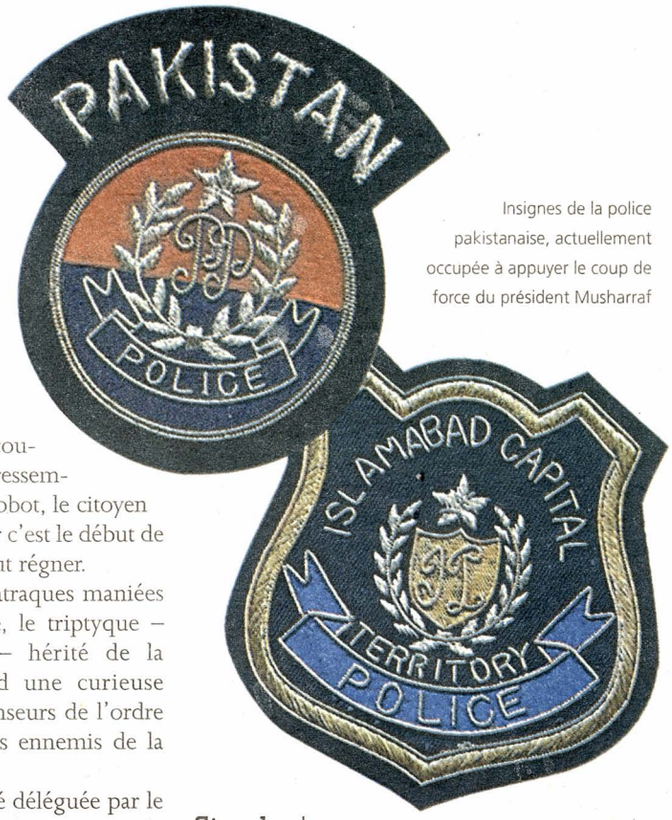
Le privé troque son apport en capital contre une délégation dans le service de l'eau (distribution et/ou assainissement) pour un certain nombre d'années. Le retour sur investissement, calculé par nos as de l'arnaque il va s'en dire, a pour objectif la recherche d'un amortissement rapide de l'apport initial, puis de dégager fissa un maximum de profits. Sincèrement point n'est besoin d'être… sourcier pour élucider le non mystère des « fameuses » marges, non? Nombre d'« élus de terrain » acceptèrent avec empressement ce baiser de la mort, soit par naïveté, soit par vanité, ou bien plus prosaïquement parce que cela permettrait de renflouer certaines caisses (n'est-ce pas monsieur Carignon?). Fin du premier acte.

À peine avalé ce premier flot d'enivrant liquide, nos saigneurs de l'eau jetèrent leur dévolu sur l'énergie, les déchets, les transports, le chauffage, la restauration collective, la santé, les parkings etc. À nouveau, leur danse du ventre fonctionna à merveille tant ils surent trouver de solides relais dans les plus hautes instances du pouvoir, comme l'on dit couramment. À dresser la liste des hiérarques de l'UMP et du PS qui alternent entre une gamelle chez tous ces grands prédateurs et une écuelle au gouvernement, toutes les pages du *ML* n'y suffiraient pas, par contre nous l'aurions pollué salement, aussi nous ferons volontiers cette économie d'encre et de papier.

Toujours dans le registre des eaux usées, l'effluent Borloo se lamente car Bruxelles agite son gros bâton et menace d'infliger une amende de près de 400 millions d'euros à nos néo « révolutionnaires verts » En effet, la France n'est toujours pas en règle avec la directive ERU de 1991 (Eaux résiduaires urbaines) laquelle prescrit une mise aux normes de toutes les stations d'épuration pour tous les pays de l'UE. Or, sur mille grandes stations, 146 d'entre elles, représentant 36 millions d'équivalents habitants, ont plus besoin de travaux que de gesticulations. Faut-il vous faire une aquarelle? Nous avons compris que le prix de l'eau n'en finira pas d'augmenter encore et encore, et cela vaudra jusqu'au jour où nous saurons leur faire boucler leur claque-merde.

Sami Chemin

La police de la République



Insignes de la police pakistanaise, actuellement occupée à appuyer le coup de force du président Musharraf

Le policier a toujours tendance à se considérer comme la centre du monde. Partout où il se trouve, il veut se persuader que les pékins qu'il croise sur son chemin sont autant de délinquants potentiels. Dès lors, la loi qu'il est censé faire respecter n'est plus qu'un vague souvenir. Chargé de maintenir l'ordre, pour le plus grand bien de la société, il se complaît dans des situations de désordre qu'il s'applique très souvent à provoquer. Sans doute pour bien démontrer qu'il est indispensable à l'ordre social. Un peu comme le pompier pyromane qui allume des incendies pour se prouver qu'il est apte à les éteindre.

Doté d'un ego surdimensionné, celui qui s'arroge le droit de mépriser ses semblables ne correspond en rien à l'image du protecteur de la veuve et de l'orphelin. Toujours certain de se trouver en terrain hostile, le policier adopte un comportement répressif plutôt que de chercher à faire régner un climat paisible. Il est vrai qu'un policier sans délinquant à l'horizon se sentirait inutile. Face à une hiérarchie qui l'incite à une forme de productivisme, n'ayant d'autre objet que de brider « l'individu », celui qui porte le titre de gardien de la paix ne sait que semer la discorde. Ces mauvaises qualités, ajoutées à la volonté de mal faire transforment le policier en prédateur d'une société qu'il devrait défendre.

Le citoyen doit avoir peur !

Faut-il estimer que les fonctionnaires d'autorité changent de nature dès lors qu'ils sont revêtus d'un uniforme et dotés d'une arme de service ? Il ne serait donc pas nécessaire d'éprouver l'indispensable motivation pour se mettre aux ordres de ceux qui ont pour volonté de réprimer. En fait, notre police est surtout constituées de mercenaires vulgaires fidèles à leur maître du moment, et redoutable pour la population. Il ne leur est pas indispensable d'être adepte d'une idéologie particulière pour se convaincre de la nécessité d'user de la matraque. Ces hommes, investis d'un pouvoir quasiment discrétionnaire, sont d'ailleurs armés comme s'ils partaient en guerre : ils disposent d'une trique, d'une arme à feu classique, d'une bombinette de gaz lacrymo et, à l'occasion, d'un flash ball ou même d'un pistolet Taser à décharge électrique.

Pour se protéger de ceux qu'il agresse, souvent sans raison, le policier peut bénéficier d'une véritable carapace : casque, bouclier, jambières, genouillères et coudières articulées qui le font ressembler à un crustacé. Face à ce robot, le citoyen n'a plus qu'à trembler. La peur c'est le début de la raison d'État et le calme peut régner.

Sous la protection des matraques maniées par cette police républicaine, le triptyque – liberté, égalité, fraternité – hérité de la Révolution de 1789, prend une curieuse signification lorsque les défenseurs de l'ordre public se font le rempart des ennemis de la liberté.

Celui qui détient l'autorité déléguée par le pouvoir ne peut qu'éprouver la tentation de devenir un des éléments constitutifs du pouvoir. Embrigadé pour faire respecter n'importe quel ordre – fut-il liberticide – il est dans l'obligation d'obéir à ses chefs. Lâché sur le terrain, le policier a le sentiment, au-delà de cette loi qu'il a pour mission de faire respecter, de pouvoir faire la loi lui-même. Sans problème, il lui arrive de dicter sa propre loi. Ce qui lui donne un fort sentiment de domination. Il ordonne, sans qu'il soit possible de lui répliquer sauf à être accusé d'outrage à sa personne, comme à sa fonction.

Le policier dispose, dirige, soumet ses victimes, sans jamais parlementer. Il a le verbe haut et le geste menaçant, attributs de son pouvoir. Ce qui contribue à la rendre rigide, jusqu'à ne plus éprouver le moindre sentiment lorsqu'il lève sa matraque sur une femme enceinte, un enfant ou un vieillard. Petit tyran, à son niveau, sa brutalité doit le consoler de se voir méprisé par sa hiérarchie. Comme il ne se fatigue pas l'esprit à philosopher, il est évident, pour lui, que la force prime le droit. Que serait le droit si la force ne venait pas à la rescousse, doit-il se demander ? On lui a tellement enseigné, à l'école de police, que le citoyen n'est qu'un « individu » qu'il n'a pas la moindre considération pour ceux qui refusent de marcher droit ou en tout cas d'obéir à ses injonctions.

Dans la France républicaine, on dit que l'arme obéit à la loi. Peut-être faudrait-il inverser cette fausse certitude. Celui qui a les armes peut toujours envisager d'imposer sa loi au pouvoir. Ce fut le cas à l'automne 2001 lorsque policiers et gendarmes défilaient dans les rues pour défier le pouvoir d'une gauche consentante, et permettre à l'idéologie sécuritaire ambiante de l'emporter, avec la droite, au printemps 2002.

Circulez !

Forts des droits qu'ils s'attribuent, policiers et gendarmes font bien plus la loi qu'ils ne s'efforcent de la faire respecter. Persuadés de ne jamais rencontrer de résistance, ils usent de l'intimidation face aux récalcitrants, de plus, au prétexte d'être au service de l'ordre public, certains porteurs d'uniformes sont tentés de faire respecter l'ordre moral. De la simple injonction à l'ordre qui ne se discute pas, la mise en condition de toute une société est mise en œuvre. Si l'on ne réagit pas à cette dérive, le policier peut décider de présider à tous les instants de notre vie. Ayant appris à donner des ordres sans appel, il refuse de discuter avec ses victimes.

Ce pouvoir de contrainte, cette capacité de s'appuyer sur la force et la peur pour nier le droit, ce chèque en blanc donné parfois à des brutes racistes ne peut que ternir davantage l'image des gardiens de l'ordre public. Peu importe. Les policiers se considèrent comme les tuteurs d'une société qui, sans leur appui, serait en péril. C'est ainsi qu'ils quadrillent nos villes, en quête de possibles suspects ou d'authentiques étrangers, venus du Sud « sans y avoir été invités ». Nulle nécessité de réfléchir, l'essentiel est de rechercher celui qui a la malchance de se trouver au mauvais moment au mauvais endroit.

Que deviendraient nos policiers s'ils n'étaient pas constamment en chasse contre les immigrés clandestins, les jeunes des banlieues en révolte, les SDF qui campent sur les trottoirs, voire les contestataires qui ne cessent de vouloir déstabiliser le régime en place ? Il leur resterait la possibilité de détecter dans leurs rangs, les authentiques prédateurs de la société.

Maurice Rajsfus

Y'avait longtemps !

Où il est question de la longue lutte des ouvriers de l'imprimerie nationale soigneusement passée sous silence par nos médias à la botte...

Toujours debout les imprimeurs malgré les coups que leur assène l'État. L'histoire connaît de nouveaux rebondissement. Petit rappel. Pour les Parisiens l'Imprimerie Nationale c'était 38 000 mètres carrés en plein Paris. La dernière usine intra-muros bradée 85 millions d'euros en 2003 à un fonds de pension américain : Carlyle.

La vente réelle ne fut conclue qu'en 2006 sans aucune réévaluation du prix de la promesse de vente. En 2007, L'État rachète ce même immeuble pour 325 millions d'euros (hors taxes) soit 376,7 M. euros TTC, après de gros travaux de transformation/réhabilitation effectués entre autre par la société Bouygues.

Le montant de ces travaux peut raisonnablement être estimé à une centaine de millions d'euros.

L'État a donc dilapidé environ 160 millions d'euros et Carlyle fait une plus value brut d'environ 240 m ?

Dans le même temps, l'État recapitalisait l'Imprimerie Nationale à hauteur de 175 m ? Et prenait peu ou prou à sa charge le plan de sauvegarde de l'emploi. Pour ceux qui décryptent et qui parlent en bon français, un plan de sauvegarde c'est un plan de licenciement collectif

Exilée au fin fonds du Val-de-Marne, l'usine flambant neuve est en vente, les clients avec. Alors bon c'est ras-le-bol et compagnie. Il faut bien faire quelque chose. Le seul discours de la direction c'est le chantage. Si vous ne sortez pas les budgets (document officiel remis à chaque ministre, à chaque administration et à chaque parlementaire) ni les concours : Agrégation, Capes, etc., fabriqués en toute discrétion depuis des décennies par du personnel spécialisé, on ferme. À la trappe vilains cons.

Lors donc les budgets sont dans les ministères. Ils ont travaillé les courageux. Mais malicieux comme des singes, les ouvriers du Livre ont glissé aléatoirement un tract dans les ouvrages. Pas grand chose. Un appel à l'aide au secours. On crève. Plus de la moitié des salariés va perdre son emploi. Plein de copains sont déjà partis en 2005. Vous qui décidez, vous qui pouvez, vous qu'on fait semblant d'écouter, please un ch'tiot coup de pouce. Mais bien pis parce que le savoir des ouvriers de l'Imprimerie Nationale ç'est pas d'la merde en barre, ce joli tract a été imprimé au verso de la couverture du Projet de loi de finance de l'Assemblée Nationale. Discrètement à l'encre invisible, repérable aux seuls rayons UV des lampes à bronzer la couenne ou bien des spécialistes des faux documents administratifs. Une encre de sécurité utilisée pour la paperasserie fiduciaire. Eh il faut que quelque part quelqu'un le fasse. Méchant clin d'œil révélé aux députés communistes hilares et exhibés en fanfare en séance plénière la semaine dernière. C'est pas méchant pour l'instant. Pour les députés communistes ça va bien. Juste un avertissement avant un comité d'entreprise en pleine semaine de grève, qui pourrait faire bien gicler du sang sur les murs.

On crèvera pas le ventre vide.

E. Vanhecke

La grève des pinces

Docteur Martius

Par le passé, des contrôleurs syndiqués de la SNCF ont imaginé une modalité de grève partielle consistant à assurer leur mission de sécurité (permettant aux trains de circuler), mais de refuser de contrôler les billets. Bref des trains gratuits en guise de modalité de lutte. On l'appelait « grève de la pince ». Évidemment, la SNCF a toujours lourdement et immédiatement sanctionné ces cheminots qui

ne respectaient pas l'un des atouts majeur de la grève pour le patron : les sacro-saints usagers pris en otages.

Or la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a eu à juger en juillet dernier que la « grève de la gratuité » était licite. Du coup, SUD Rail et la Fédération des Usagers des Transports et des Services Publics (FUT-SP) ont interpellé en commun le Ministère des transports pour organiser une table ronde État + entreprises de transport + syndicats + usagers, pour étudier les conditions d'application de cette modalité de grève.

Faire que nos oppresseurs soient coincés par leur propre légalité est une douceur amusante. Plus sérieuse et féconde doit être la question de ces formes d'actions renouvelées qui dépasseront la simple grève blocage (qui reste légitime) pour imaginer les moyens de réappropriation collective et solidaire des outils. Dans ce but, des actions communes de salariés des services de transports et d'usagers de ces mêmes services, pour faire rouler des bus, cars, trams, métros ou trains gratuits, pourraient être une nouveauté réjouissante dans le conflit qui s'annonce autour des régimes spéciaux de retraite.

Dr. M.

Le mirage exponentiel

« le capitalisme est frauduleux, il faut s'en débarrasser ! »

« Une légende raconte l'histoire du roi Belkib qui cherchait désespérément à tromper son ennui. L'ingénieux Sissa inventa ainsi le jeu d'échecs pour tenter de le distraire. Le souverain fut si enthousiaste qu'il demanda à Sissa ce que celui-ci souhaitait en échange de ce cadeau extraordinaire. Humblement, Sissa demanda au prince de déposer un grain de blé sur la première case, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième, et ainsi de suite pour remplir l'échiquier en doublant la quantité de grain à chaque case. Le prince accorda immédiatement cette récompense en apparence modeste, mais son conseiller lui expliqua qu'il venait de signer la mort du royaume car les récoltes de l'année ne suffiraient à s'acquitter du prix du jeu... » [1] Cette légende constitue un exemple éclairant de la saisissante rapidité de la croissance exponentielle et un point de départ ludique pour aborder le débat épineux sur la croissance économique.

Xavier Bekaert

(Dé) croissance, mais laquelle ?

Il y a plusieurs manières de tirer une morale de cette fable. Tandis que le mégalomane naïf sera aveuglé par les possibilités d'expansion démesurées offertes par la croissance exponentielle, le sceptique comprendra plutôt que cette dernière n'appartient qu'au monde (idéal) des mathématiques pures et non pas au monde (déjà plus concret) des mathématiques appliquées à un environnement fini aux ressources limitées. Le professeur de physique américain Albert Bartlett est connu pour avoir résumé cette évidence en disant que « notre plus grande faiblesse, c'est de mal comprendre la fonction exponentielle » [2].

Les discours critiques à l'encontre des idéologies basées sur l'idée d'une croissance perpétuelle se basent en général sur une constatation toute simple : si la quantité de ressources disponibles est finie, alors la croissance matérielle ne pourra être maintenue indéfiniment. Ainsi, la (dé) croissance est un sujet à la mode aujourd'hui ; malheureusement il est rare que soit précisé le type de (dé) croissance dont on parle, hors c'est essentiel pour mettre le débat sur une base solide [3].

Pour simplifier, on peut dire qu'il existe deux formes usuelles de croissance : la croissance linéaire (dite aussi arithmétique, par exemple, la suite 1, 2, 3, 4, 5, où l'on augmente d'une unité à chaque étape) et la croissance exponentielle (dite aussi géométrique ou à taux constant, par ex. la suite 1, 2, 4, 8, 16, des tas de grains dans la légende). Quoique de nature profondément distinctes, elles sont rarement distinguées dans les arguments pour ou contre la « croissance. » C'est regrettable car le caractère insoutenable d'une croissance à taux constant sur une longue durée est une platitude de sens commun dans les sciences naturelles (physique, biologie, etc.) même si cela reste un sujet de controverse dans l'économie politique. Et pourtant, l'expression « développement durable » est une simple contradiction si par « développement » on entend « croissance à taux constant » et si par « durable » on entend « à long terme » . Bref, un tel développement durable est une chimère à ranger avec la machine à mouvement perpétuel au musée baroque des inventions impossibles... [4]

La croissance exponentielle

Les économistes adorent présenter des tonnes de chiffres ; leurs discours embrouillent ainsi facilement les esprits des personnes qui n'ont pas un rapport amical avec les mathématiques, tout en camouflant souvent des positions

idéologiques derrière le paravent d'une expertise technique. L'aïkido est un art martial utilisant la force de l'agresseur lui-même pour le déstabiliser et finalement le faire trébucher. De même, ce texte essaie de souligner, par quelques exemples, que la compréhension de l'exponentielle est une clé simple pour faire tomber de leur piédestal les arguments les plus fumeux en faveur de la fuite en avant productiviste. L'astuce de base étant qu'il suffit de prolonger les chiffres qui sont présentés sur un intervalle de temps suffisamment long pour les tourner en ridicule et exhiber l'absurdité d'une telle croissance sur le long terme [5].

Bien que le terme de croissance exponentielle soit entré dans le langage courant, il est souvent mal compris pour deux raisons liées entre elles: a) la croissance exponentielle est souvent interprétée à tort comme synonyme de croissance très rapide au moment considéré et, dès lors, b) elle est rarement identifiée comme synonyme de croissance à taux constant. Pour dissiper ce malentendu, on peut regarder un exemple standard. Le taux de croissance actuel de la population mondiale est environ de 1,7 % par an. Si ce taux (faible en apparence) était maintenu, alors la taille de la population doublerait tous les 40 ans, et serait donc multipliée par mille tous les quatre siècles. On peut estimer que, à ce rythme, dans moins de six siècles (période relativement courte par rapport à l'histoire de l'humanité) la densité de la population atteindrait plus d'un habitant par mètre carré (de terre émergée) !

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste. »

La croissance à taux constant ne peut être qu'un phénomène transitoire dans un système naturel fini [6]. Ce fait empirique est basé sur la propriété mathématique que même un modeste pourcentage de croissance conduira à une escalade gigantesque sur des périodes relativement courtes, comme la légende du jeu d'échec l'indique. L'économiste et pacifiste Kenneth Boulding (1910-1993) prononça une phrase devenue célèbre: « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste. »

Malthusianisme

Le Britannique Thomas Malthus (1766 – 1834) fut un des premiers à attirer l'attention sur les problèmes posés par une croissance exponentielle de la population. Le « malthusianisme » est ainsi une politique prônant la restriction de la natalité afin d'éviter une catastrophe démographique [7]. Notons que le cheminement de ce type d'idée a croisé plusieurs fois la route du mouvement libertaire. Pour commencer, Malthus concevait son *Essai sur le principe de population* comme une réaction aux idées de son contemporain William Godwin, précurseur de l'anarchisme. Ensuite, le terme « malthusianisme » fut utilisé pour la première fois par Proudhon dans un pamphlet contre les conservateurs du XIXe siècle. Ces derniers utilisèrent les travaux de Malthus pour légitimer l'absence de politique sociale en faveur des exploités, car cela ne pourrait qu'augmenter la croissance de leur nombre, et donc leur misère. Puis, le « néo-malthusianisme » d'inspiration libertaire renversa la perspective en proclamant le droit à l'avortement et à la contraception pour une natalité librement choisie. Plus récemment, c'est une forme de néo-mathusianisme économique (la décroissance) qui retient l'attention de certains anars par une critique radicale des politiques productivistes actuelles [8].

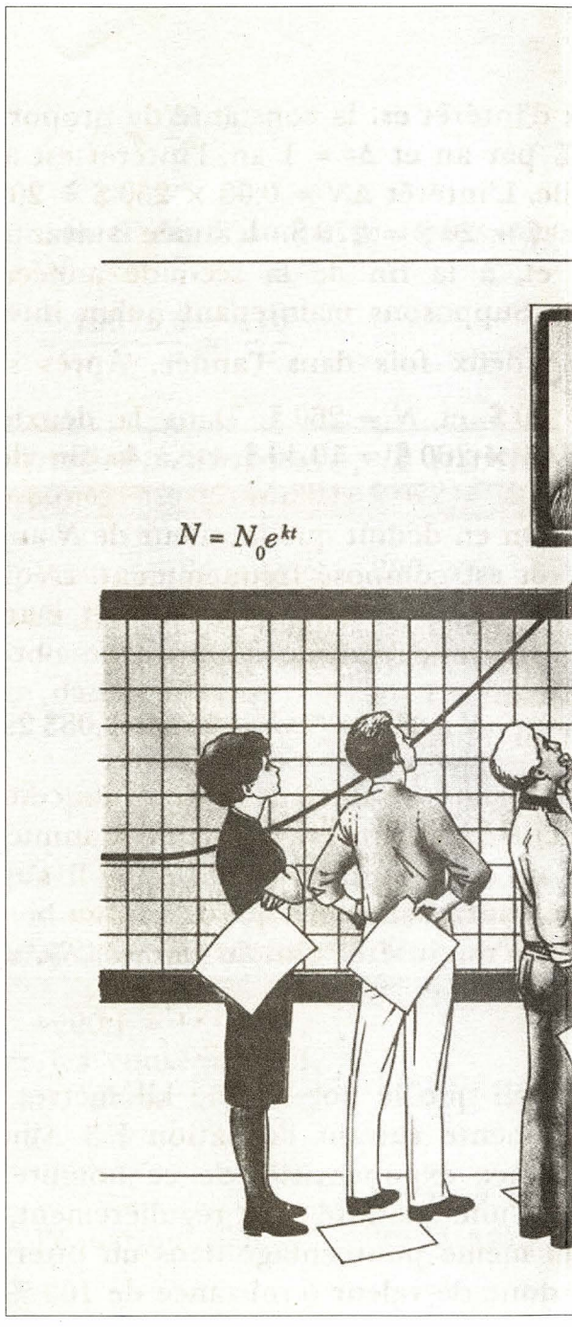
L'effet boule de neige: l'or des fous

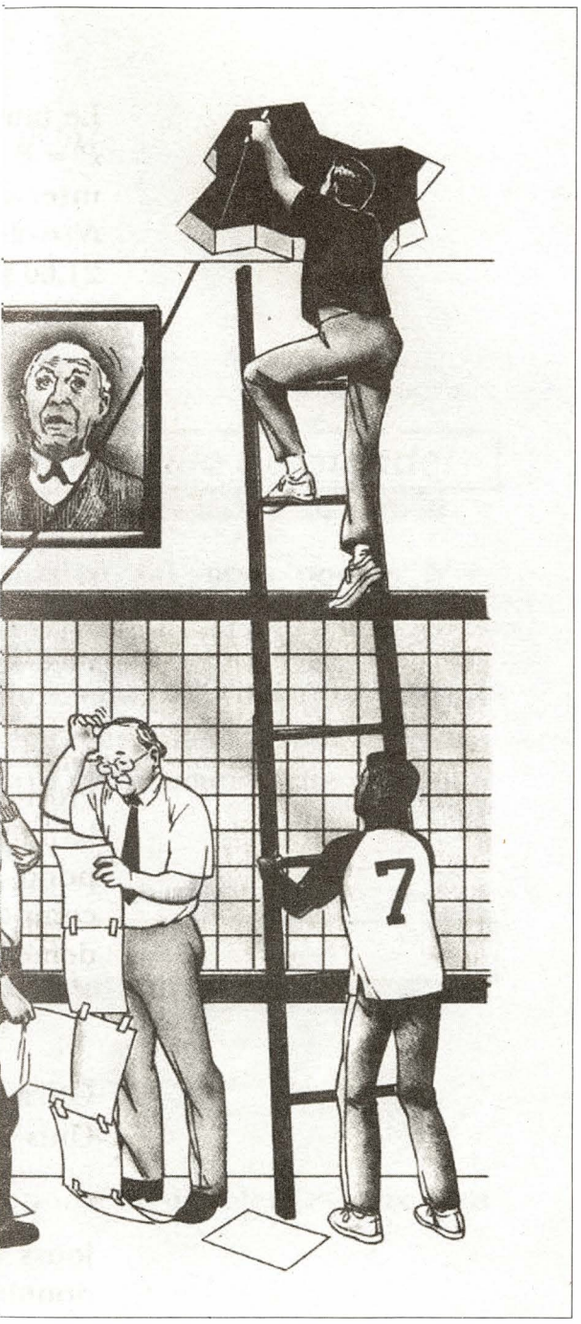
La pyrite est un minerai très courant dont l'éclat ressemble à s'y méprendre à celui de l'or. Nombreux sont ceux qui ont ainsi eu l'illusion d'avoir trouvé le filon rêvé, et l'usage courant est d'appeler ce minerai l'« or des fous ». De même, la croissance exponentielle économique a de tout temps attiré les gogos en quête d'une corne d'abondance, ainsi que les prophètes en tout genre. Le besoin quasi-religieux chez certains capitalistes de croire dans la possibilité d'un profit à taux constant [9] tente souvent de se légitimer par une mythologie semblable aux martingales des joueurs de casino. La croyance mystique dans la croissance géométrique se faufile dans certaines théories économiques au travers de miraculeux mécanismes d'auto-entretien (de « rétroaction positive »), le terme en vogue étant la « croissance endogène. » Dans cette fiction analogue au moteur à mouvement perpétuel, l'augmentation de la production engendre l'accroissement du progrès technique qui, en retour, permet de produire plus encore, d'où une accélération illimitée de la croissance par un effet boule de neige.

La théorie des cycles

Chacune des révolutions industrielles semble être caractérisée par 1°) une période d'explosion exponentielle initiale suivie par 2°) une période de saturation voire de dépression. Puis le cycle reprend grâce à la découverte d'une autre direction dans laquelle s'étendre (nouveaux objets de consommation ou nouvelles méthodes de production, de distribution, d'organisation) ce qui préserve la tendance exponentielle. En schématisant, le cycle de ce moteur se déroule en deux temps: explosion/dépression.

Pour prendre l'exemple contemporain des technologies de l'information, la « loi de Moore » affirme que la densité de transistors pouvant être placés sur une puce double tous





les deux ans. Depuis environ cinquante ans, on observerait cette tendance exponentielle qui serait à la source du développement rapide des ordinateurs personnels. Mais la poursuite de cette loi conduirait, dans moins d'une vingtaine d'années, à des transistors de la taille d'un atome ! L'entrepreneur Gordon Moore, l'auteur de la loi, en conclut qu'il devrait donc exister une limite au-delà de laquelle cette croissance exponentielle n'est plus soutenable.

Depuis l'œuvre de Joseph Schumpeter (1883-1950), les économistes lucides n'ignorent pas que ces bouffées exponentielles sont des phénomènes éphémères, mais le mythe de la croissance exponentielle survit dans la croyance que le capitalisme se régénérera indéfiniment par une succession infinie de tels cycles. En résumé, le capitalisme serait un moteur à explosion (les révolutions industrielles) où le carburant (le progrès technique) est produit par le moteur lui-même... Il n'est pas nécessaire de recourir à la thermodynamique pour douter de son bon fonctionnement !

Le besoin quasi-religieux chez certains capitalistes de croire dans la possibilité d'un profit à taux constant tente souvent de se légitimer par une mythologie semblable aux martingales des joueurs de casino.

Le capitalisme comme escroquerie pyramidale

Pour montrer par un dernier exemple l'arnaque camouflée derrière le mythe de la croissance à taux constant, on peut trouver une analogie avec ce qu'on appelle la « vente pyramidale, » une forme d'escroquerie dans laquelle chaque membre d'un réseau paie pour rentrer dans le système, son recruteur recevant une part de ce droit d'entrée et une autre part étant répartie dans la chaîne des recruteurs successifs. L'analogie se trouve dans le fait qu'un tel système ne peut se maintenir qu'aussi longtemps que le nombre de membres croît de manière exponentielle, ce qui ne peut durer longtemps. L'astuce consiste donc à y mettre fin dans un délai assez court, le haut de la pyramide emportant le magot. Selon la législation française, c'est une entreprise frauduleuse car « il est interdit de proposer à une personne de collecter des adhésions en lui faisant espérer des gains financiers résultant d'une progression géométrique du nombre de personnes recrutées » .

En caricaturant, on pourrait représenter le système économique global comme une forme de mécanisme de vente pyramidale puisque le bon fonctionnement de l'accumulation capitaliste repose sur une hausse exponentielle de la production. Les États n'appliquent donc pas leur propre code de loi alors qu'une seule conclusion logique s'impose : le capitalisme est frauduleux et il faut s'en débarrasser !

X. B.

---

1. Le nombre de grains est approximativement multiplié par mille toutes les dix cases : cela fait donc un millier de grains sur la 11e case, un million sur la 21e, un milliard sur la 31e.

2. Une introduction du niveau du Bac à la croissance exponentielle est présentée dans son essai « Fonctions exponentielles » inclus dans le cours de physique de Raymond Serway, électricité et magnétisme (De Boeck, 1992).

3. Le présent texte ne prétend pas être une discussion rigoureuse ou originale de la croissance économique, tout au plus une introduction à la fonction exponentielle assortie d'un point de vue ironique sur son utilisation maladroite et cachée dans les discours d'économie politique les plus naïfs.

4. Deux questions plus subtiles sont celle de la signification du concept flou de « développement » et celle du statut des autres types de croissance (car on peut avoir croissance mais à taux décroissant).

5. Une technique simple d'autodéfense intellectuelle contre les discours pro-croissance est la règle de calcul affirmant que pour estimer le temps de doublement il suffit de diviser 70 par le pourcentage de croissance. Par exemple, une croissance de 3,5 % du PIB par an correspond à une multiplication par deux du PIB tous les 20 ans (car 70 : 3,5 = 20).

6. Pour être complet, il faut noter que ce type de conclusion n'est plus valide si on l'applique par exemple à l'univers dans son ensemble. Pour preuve, les observations astrophysiques des dernières années semblent indiquer que le cosmos entrerait dans une phase où la distance entre les galaxies devrait augmenter de façon exponentielle.

7. Cette catastrophe ne s'est pas produite, preuve qu'une analyse plus fine des phénomènes de croissance est nécessaire pour ne pas sombrer dans une futurologie pessimiste (le « catastrophisme ») aussi dangereuse qu'une futurologie optimiste (le « tout ira mieux »). Si le besoin s'en fait sentir, le catastrophisme pourrait aisément remplacer l'idéologie dominante pro-croissance en continuant néanmoins à servir les intérêts des possédants (cf. Philippe Pelletier, *Le Monde libertaire* du 29 mars au 4 avril 2007).

8. Quoique l'on pense des positions de Philippe Pelletier sur le sujet (par ex. dans *Le Monde libertaire* du 12 au 18 avril 2007) ses articles ont le mérite de souligner que le malthusianisme économique n'est pas une condition suffisante pour définir une politique émancipatrice puisqu'il a été défendu par la totalité du spectre politique, de l'extrême gauche jusqu'à l'extrême droite en passant par certains capitalistes réduisant la production afin de faire monter les prix.

9. N'en déplaise aux capitalistes une large fraction des principaux théoriciens de la croissance (dont des économistes aussi divers que Ricardo, Malthus, Mill, Marx, Solow, prédit sur le long terme une réduction du taux de profit.

Italie : Amnésie politique

à propos des violences policières à Gênes en 2001

Les commissions d'enquêtes parlementaires, on le sait, pourraient passer pour être la tarte à la crème de la justice démocratique. En Italie, on aurait tendance à croire qu'elles en sont le poil à gratter.

Comment expliquer autrement ce qui s'est passé le mardi 30 octobre, à savoir l'enterrement du projet de loi qui devait donner naissance à une commission d'enquête parlementaire destinée à faire « toute la lumière » sur les événements qui ont ensanglanté Gênes en juillet 2001 lors du G8 ?

Cette commission, promise à ses électeurs par le gouvernement Prodi en 2006, s'est vue censurée par un vote « contre » des députés des partis de Di Pietro (ministre des Infrastructures et, souvenez-vous, ex figure modèle de juge anticorruption aux « mains propres ») et Mastella (ministre de la Justice et leader de l'Udeur), pourtant membres de l'Union.

Il va sans dire que l'extrême droite italienne, incarnée par Fini pour qui « cette commission d'enquête aurait été un blanc-seing donné aux amis des black blokers et de la gauche radicale » est, elle, très heureuse de cet échec.

Gauche ou droite au pouvoir, nous voyons ici à l'œuvre une volonté politique d'enterrer toute affaire, judiciaire ou autre, qui pourrait compromettre ses pairs. Ce que traduisent d'ailleurs certains mots de Di Pietro quand il déclare que, pour lui, cette commission d'enquête n'aurait été, de toutes façons, qu'une instruction à charge contre les forces de l'ordre, ce qu'il fallait à tout prix éviter au nom de l'équité (sous entendu : il faut que les manifestants payent aussi) !

Mais de quelle équité, de quelle justice peut-il être question quand on connaît la teneur des procès en cours, procès qui sont, en majorité, à charge contre les manifestants du G8 ?

De quelle justice peut-on parler quand on sait qu'il aura fallu attendre l'année 2005 pour que s'ouvre un des rares procès à charge contre des policiers pour les faits survenus à la caserne de Bolzaneto ? Procès d'ailleurs par avance tronqué puisqu'une remise de peine de trois ans a déjà été reconnue, grâce à une loi votée le 29 juillet 2006, aux membres des forces de l'ordre qui seraient reconnus coupables, alors que, dans le même temps, les peines encourues par les manifestants seraient, elles, portées au maximum.

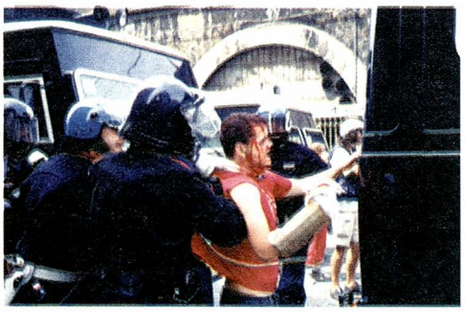
Les responsabilités politiques dans ce qui aura donné lieu à des journées de non-droit dignes des pires dictatures ne seront donc jamais assumées par l'État italien, mais retomberont toutes sur quelques individus des forces de l'ordre qui, au vu du nombre d'audiences prévues et du temps imparti, pourraient par ailleurs bénéficier d'une prescription.

Comme le dit Supporto Legale dans son communiqué *Nous sommes l'histoire* : « Depuis le 21 juillet 2001 la justice et la politique ont entamé la révision de l'histoire qui a été vécue par chacun d'entre nous : ceux qui se sont rebellés contre une certaine vision du monde sont devenus des terroristes ; ceux qui ont semé le désordre et la panique dans les rues de Gênes sont devenus de preux chevaliers défendant l'ordre et la justice. »

Les militants italiens du mouvement social, lésé une fois encore par les politicards (et l'on a ici la démonstration que, décidément, voter ne change pas grand-chose…) se donne rendez-vous le 17 novembre à Gênes pour montrer à la classe politique toute entière qu'elle n'oubliera pas ce qui s'est passé lors du sommet du G8, qu'elle n'oubliera pas la mort de Carlo Giuliani.*

Barbara

militante à la Bibliothèque La Rue



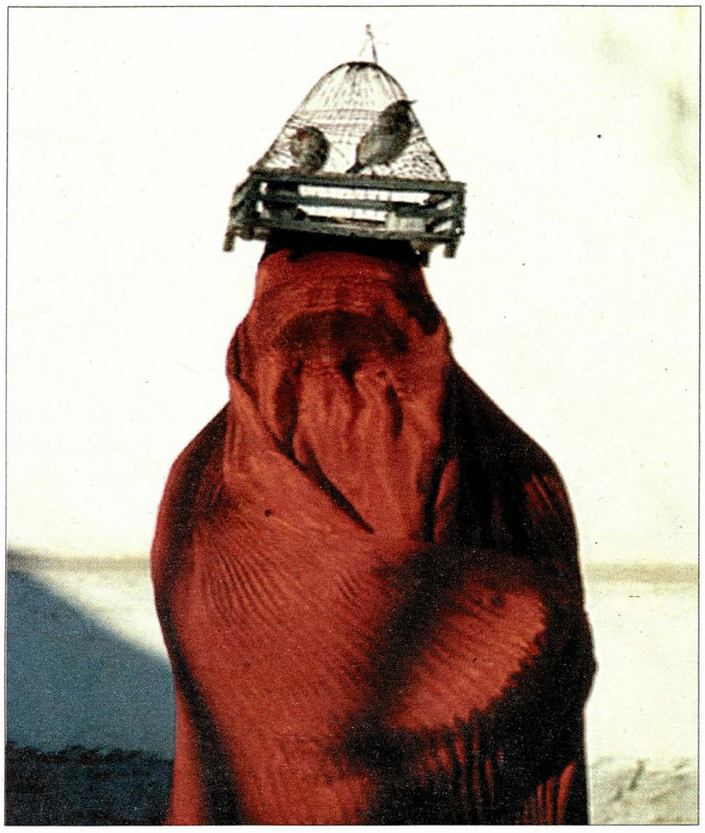
Sources

Papier : *Umanità Nova* du 21 octobre 2007

Sur le web : *wikipédia*, *Supporto Legale*, *Lecourrier.ch* (article du 1er novembre d'Olivier Chavaz)

*. À noter le mutisme total de la presse française à ce sujet, mais c'est presque un pléonasme, non… ?

La nuit tombe sur le Pakistan.



« Ne rien faire maintenant serait un suicide pour le Pakistan ! Je ne peux permettre ce suicide. »

Général. Musharraf

Pierre Sommermeyer

Voilà donc un nouveau coup d'État militaire. Surprenant ? Non certainement pas, logique assurément ! Le général Musharraf qui présidait aux « destinées » du Pakistan depuis 1996 vient de jeter le masque et d'assumer institutionnellement tout le pouvoir qu'il exerçait de fait.

Les faits

Le général, arrivé au bout de son mandat de président, s'est représenté devant ses électeurs et a été réélu sans problème le 6 octobre 2007. Cette élection doit être confirmée par la Cour Suprême dont le premier magistrat, le « Chief Justice » Chaudhry, a été limogé par Musharraf le 9 mars 2007 puis réintégré sous la pression du monde judiciaire et des militants des droits de l'homme. Mais ce juge trouve inconstitutionnelles les deux casquettes du président, à la fois chef de l'État et chef des armées. D'autre part des élections législatives doivent avoir lieu en janvier 2008, et le général président trouve son assise populaire assez mince. Il a donc monté une opération de réconciliation nationale. Par ce geste il a ouvert la voie au retour d'exil de celle qui apparaît comme sa principale opposante, Benazir Bhutto. Cette dernière arrive à Karachi, la principale ville du pays, le 18 octobre 2007 bien qu'elle ait été avertie de la possibilité d'un attentat contre elle. Celui-ci a lieu et cause plus de 130 morts et 300 blessés.

Les principaux personnages de ce drame sont en place. Le général oint par ses pairs militaires et la représentation nationale, la représentante de l'opposition couverte du sang de ses martyrs et le juge drapé dans sa légitimité juridique. C'est ce dernier qui apparaît comme le danger immédiat pour Musharraf. Pour lui régler son compte il suffit de suspendre la constitution, et c'est ce qui est fait le 3 novembre.

Comment en est on arrivé là ?

Le Pakistan n'est pas un pays « naturel ». Il ne s'est pas forgé au cours des siècles. C'est un pays artificiel. Il a soixante ans ! Il est né le 15 août 1947 d'une scission de l'empire indien britannique qui cesse d'exister ce jour-là. Pakistan signifie le « pays des purs ». Il est situé à ce moment-là de part et d'autre de l'Inde. À l'est ce qui deviendra le Bangladesh plus tard et à l'ouest le Pakistan actuel.

Cette création *ex nihilo* est l'échec majeur de la lutte menée par Gandhi et les siens.

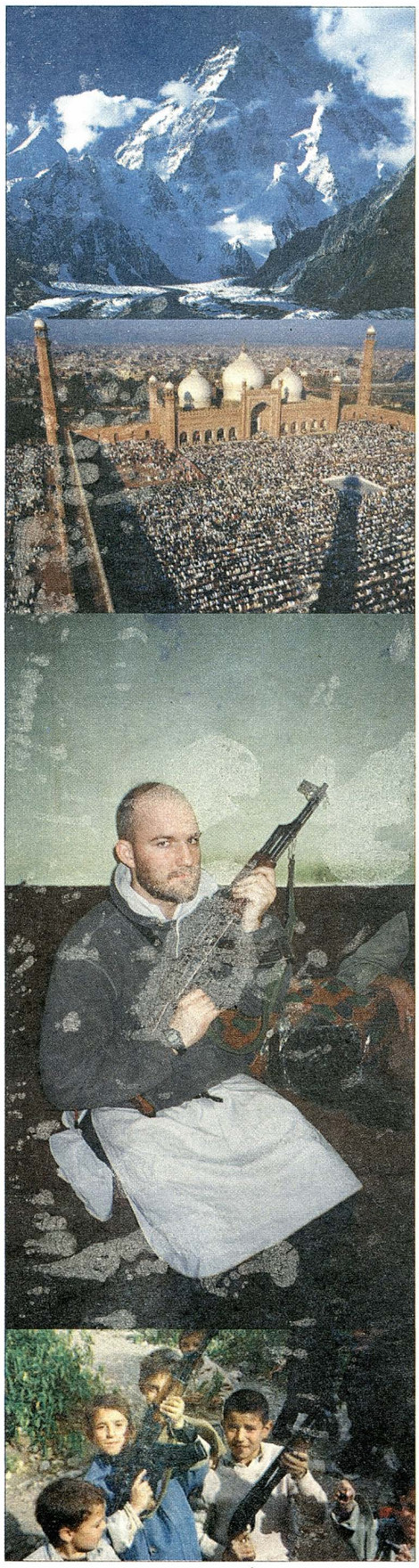
Les nationalistes musulmans d'alors ne purent accepter l'idée de la création d'une république laïque telle que leurs compagnons de lutte indiens la concevaient et ils eurent aussi peur d'être engloutis dans une majorité hindoue.

Cette création va donner lieu au plus gigantesque exode que le monde ait jamais connu. Six millions de musulmans quittent l'Inde laïque vers le pays des purs et dans l'autre sens quatre millions d'hindous et de sikhs fuient en direction de l'Inde. En cours de route des violences meurtrières (environ 200 000 victimes) opposent les déplacés. D'un côté comme de l'autre des bandes armées de couteaux et de haches s'acharnent sur les déplacés qu'ils soient sur les routes ou dans les trains.

Le Pakistan, pays indépendant

Dès la création du pays, les féodaux locaux prennent le pouvoir. Ils ne se sont pas investis dans la lutte contre les Anglais même pas du côté musulman. Ils ne connaissent que la forme coloniale de la gestion publique. Dans les 10 années qui suivent, 7 premiers ministres et 4 présidents se succèdent au pouvoir.

En 1958, l'armée prend le pouvoir. Elle est de fait la seule institution nationale dans ce pays aux fondations fédérales puisqu'elle rassemble des individus de toutes les ethnies. Ayub Khan, premier des généraux sauveurs, va diriger le pays pendant 10 ans. C'est l'époque de la guerre froide, les USA sont à la recherche d'alliés pour encercler l'URSS. Les dollars, les armes, les conseillers vont inonder le pays. Le premier résultat est la guerre avec l'Inde en 1965 et l'aggravement de la situation économique du pays. À la fin de cette décennie, on raconte que 22 familles contrôlent le pays. La révolte gronde. La partie orientale qui ne supporte plus la dictature militaire acquiert son indépendance et devient le Bangladesh.



En 1971 un nouveau leader civil arrive au pouvoir, Zulfikar Alî Bhutto. C'est tout sauf un démocrate. Il nationalise de larges secteurs de l'économie, il renforce la bureaucratie, développe le clientélisme, lance le programme nucléaire pakistanais et s'achète la sympathie des mollahs par des subventions appropriées.

En 1977, l'armée revient, avec général Zia, pour remettre de l'ordre, comme toujours et partout. Bhutto convaincu de conspiration est pendu. Le nouveau pouvoir va islamiser le pays. Il crée des lois, des tribunaux et des impôts religieux. Il soutient les « madrassas », séminaires fondamentalistes, et modifie les programmes scolaires afin d'instaurer un nationalisme islamique et conservateur. Les États-Unis, principal allié, ferment les yeux. Ils ont besoin du Pakistan comme base arrière dans leur lutte contre l'URSS en Afghanistan. L'armée entraîne et arme des militants islamiques grâce à l'argent américain et les envoie de l'autre côté de la frontière combattre le communisme athée. Le « jihad » est né.

En 1988 le général Ziad meurt avec l'ambassadeur des États-Unis, un général américain et vingt-huit officiers pakistanais dans un mystérieux accident d'avion.

Des élections ont lieu. Le PPP (Parti du peuple du Pakistan) est victorieux. Un nouveau groupe de dirigeants arrive au pouvoir, dont Benazir Bhutto, auréolée du « martyre » de son père. Il y aura 9 Premiers ministres en 10 ans. S'ils n'ont pas tous courtisé les Mollahs, aucun n'a tenté de faire marche arrière. L'armée réclame et obtient la part du lion des ressources nationales. L'économie entre en crise et un tiers de la population tombe en dessous du seuil de pauvreté. Cela n'empêche pas les militaires de continuer d'amplifier l'aide aux Talibans. Le but est de mettre sur pied un régime inféodé au Pakistan. Le même mécanisme fut mis à l'œuvre au Cachemire où les habitants luttaient depuis des lustres pour leur autonomie. Le chaos ainsi créé amena les deux côtés, en 1998, à faire des expériences nucléaires, puis se déclarant la guerre ils se menacèrent de destruction atomique. Les autonomistes locaux furent noyés dans le feu des deux armées opposées.

Musharraf au pouvoir

L'arrivée de Musharraf en 1999 se fit dans l'indifférence générale et probablement le soulagement de tous. Ce militaire prit l'engagement de tous les militaires quand ils arrivent au pouvoir, celui de ne pas y rester longtemps…

C'est alors que vint le 11 septembre. Les États-Unis cessèrent de regarder Musharraf d'un mauvais ? il. Il leur fallait un allié sûr dans leur lutte contre « l'axe du mal » et l'argent se remit à couler à flot (10 milliard de $!) et la demande de démocratisation disparut. L'invasion américaine de l'Afghanistan eut pour conséquence de repousser les Talibans vers les régions frontalières du Pakistan, appelées « régions tribales ». La pression américaine obligea l'armée pakistanaise, peu convaincue, à se retourner contre ses créatures islamistes. Bombardements et tirs de missiles obligèrent des milliers de personnes à se réfugier dans les villes pakistanaises proches. Sans toit, sans travail, ces réfugiés, devinrent des proies prêtes à être utilisés comme des poseurs de bombes. L'affrontement entre l'establishment militaire pakistanais et la mouvance islamiste connut son apogée dans l'assaut de la « Mosquée rouge » le 10 juillet 2007.

Et maintenant ?

Benazir Bhutto apparaît comme l'espoir, le retour à une vie meilleure. Voici le slogan de son parti : « du pain, des habits et un logement ! ». Mais dans les faits, cette dirigeante a fui son pays parce qu'elle était soupçonnée de corruption et autres enrichissements personnels. Elle revient en accord avec Musharraf. Elle revient la tête recouverte du voile traditionnel pakistanais, le « dupatta » qui symbolise la pureté féminine et montre aussi sa soumission aux courants religieux traditionalistes. Ce qui fit dire à un éminent médecin : « c'est la plus grande façon de desservir la cause des femmes ».

Ce sont elles qui sont pour partie à l'origine du bras de fer entre le général et le Chief Justice. Ce dernier a non seulement jeté le doute sur la candidature de Musharraf mais aussi commencé à instruire les plaintes de harcèlement et de mauvais traitement fait à l'encontre des femmes, de même il a ouvert le dossier des personnes disparues, nombreuses victimes de la répression politico-militaire permanente dans ce pays. C'est autour de cet homme, originaire de l'aristocratie, que s'est formé ce que les médias appellent la société civile. C'est-à-dire un ensemble disparate rassemblant aussi bien des juristes de toutes sortes que des militants des droits de l'homme. Et c'est contre eux que la répression s'abat aujourd'hui au nom de la lutte contre le terrorisme.

Dans ce pays de 160 millions d'habitants un tiers de la population vit dans les villes. L'espérance de vie est de 65 ans en moyenne contre 80 en France. Le produit national brut le classe dans les 50 pays les plus riches du monde, mais par habitant il est 180 e sur 227.

C'est un pays en guerre, sur trois fronts, l'Afghanistan, contre les Talibans, le Cachemire contre l'Inde et le Baloutchistan contre les sécessionnistes locaux.

Toute l'économie est aux mains des militaires. Ils gèrent des provinces entières, des compagnies nationales. Ils sont intéressés par les banques et assurances de toute sortes comme par des fabriques de ciment ou d'engrais. Il n'est pas question qu'ils lâchent quoi que ce soit.

Derrière le rideau de fumée institutionnel ils sont le véritable pouvoir. Ils savent que les Américains ne les lâcheront pas et que les dollars continueront à affluer. Peu importe que le peuple soit dans la misère, leurs galons seront toujours dorés. P.S.

Informations rassemblées à partir du site Countercurrent. org

La Commune, Paris, 1871

Un film de Peter Watkins

Propos anarchisants et, ô combien, convivialement recueillis par

Patrick Schindler

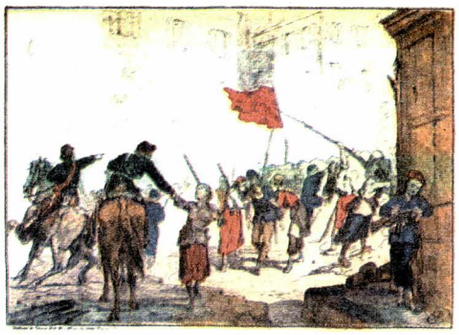
claaaaaash@federation-anarchiste.org

La version courte du film de Peter Watkins est sortie la semaine passée sur les écrans. La version intégrale a une plus longue histoire, commencée en 1999. Dans une lettre ouverte, le cinéaste anglais, auteur, entre autre de *Privilège, Punishment Park* et *Le Voyage,* explique les circonstances du tournage du film *La Commune* et son objectif. *Le Monde libertaire* a voulu en savoir plus et, après avoir laissé la parole à son réalisateur est allé à la rencontre d'un « morceau » de l'équipe technique et des acteurs, afin de rapporter quelques bribes d'une discussion à bâtons rompus…

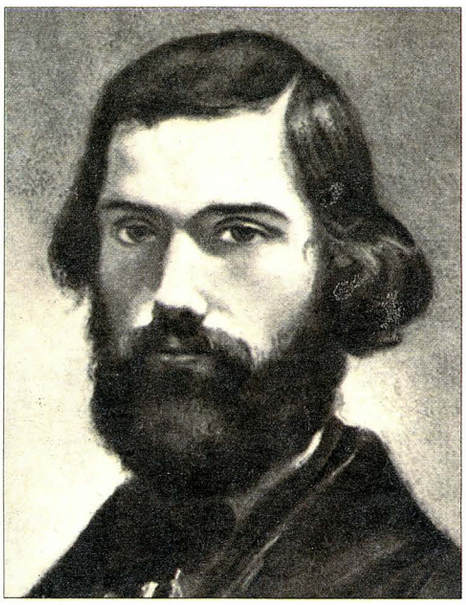
Dans une lettre ouverte et disponible sur le site de l'association Rebond[1], Peter Watkins explique l'histoire peu banale de son film, son accueil mitigé par les médias et les raisons qui l'ont poussé à se tourner vers une autre forme de diffusion, finalement plus en phase avec ses convictions :

« *La Commune de Paris de 1 871 demeure l'un des événements majeur de l'histoire européenne de ces 150 dernières années. Au moins 30 000 citoyens ont payé de leur vie un combat contre certains pouvoirs qui menacent encore nos sociétés contemporaines. La Commune traite non seulement des événements de 1871, mais aussi du combat mené par de nombreuses personnes contre les problèmes sociaux et économiques croissants causés par le processus de mondialisation. L'un des rôles principaux de La Commune est son appel à une plus large parole publique, et son analyse de la résistance à cet appel au sein des mass médias. Mon travail, en tant que réalisateur, ainsi que mes déclarations écrites ont toujours tenté d'aborder la question du rôle des mass médias dans la société contemporaine [...]. Notre film, La Commune, représente une tentative délibérée d'utiliser une combinaison de formes cinématographiques et un processus humain alternatif, afin d'échapper aux contraintes de la Monoforme. Cette tentative n'est pas uniquement le fruit de mes propres besoins créatifs, mais résulte également de l'urgence qu'il y a à trouver un type de processus collectif qui puisse surmonter la relation hiérarchique imposée par les médias envers le public. L'un des plus graves problème avec la Monoforme est sa structuration délibérément conçue pour empêcher tout processus de réflexion et de d'esprit critique de la part des spectateurs ; c'est là où la durée de notre film[2] et la forte dynamique de parole insufflée par les comédiens jouent un rôle de premier plan. Ces personnes ne sont pas des acteurs traditionnels interprétant un script ; ils se montrent tels qu'ils sont – citoyens de la France de 1999 – recréant certains épisodes de la Commune de Paris, développant leurs propres réactions à ces événements et aux liens existant entre ces derniers et l'état de la société contemporaine. Ils se sont impliqués dans un processus complexe et collectif de recherche et de discussion, avant et pendant le tournage, et nombre de leurs idées et sentiments s'expriment dans le film, de même que leurs réactions aux événements de la Commune* ».

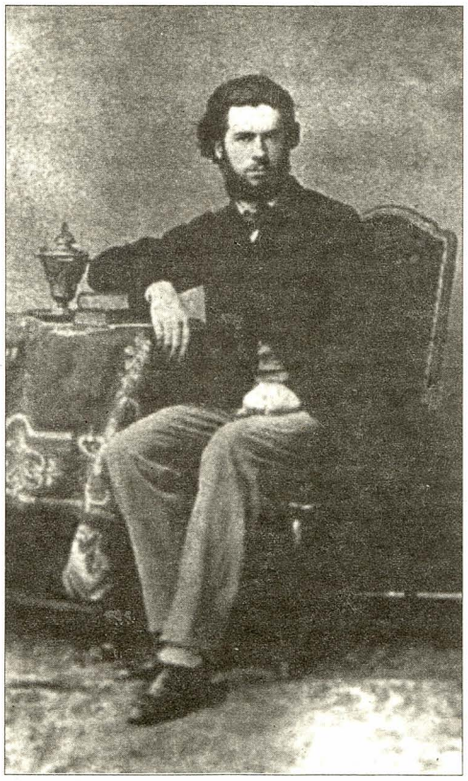
Après le mauvais accueil réservé à son film dans les médias français et notamment par Arte, déçu, Peter Watkins décide de : « *se détacher entièrement et pour toujours du cinéma et de la télévision. Au cours des trente dernières années l'hostilité, l'humiliation, la marginalisation et la dérision que j'ai dû endurer de la part des professionnels, m'ont mis dans un état de surcharge toxique* ». Peter Watkins dit enfin : « *Je ne regrette pas d'avoir réalisé La Commune en France. Je ne peux imaginer un thème plus puissant ni une expérience plus enrichissante que le sujet de mon dernier film. Je suis très fier de tout ce que nous avons réalisé dans des conditions extrêmement difficiles, et je serais toujours profondément redevable à l'ensemble des comédiens. Leur courage et leur engagement sont un étonnant exemple de citoyenneté et de solidarité* ». Aussi, les années suivantes, il donne une autre vie à son film. Sa diffusion prend la



Barricade place Blanche



Jules Vallès par Gustave Courbet



Eugène Varlin

forme d'une série de débats publics et d'un site Internet interactif entre les spectateurs et les comédiens. Un moyen pour lui, de développer le processus initié par le film et par l'association Rebond.

Dimanche 4 novembre 2007, presque neuf ans plus tard, j'ai rendez-vous, pour le *Monde libertaire* dans un pavillon de la banlieue est, non pas pour interviewer Peter Watkins, qui évite ce genre d'exercice, mais des membres de son équipe technique et un petit nombre de comédiens. Ils l'ont accompagné dans la nouvelle aventure de la version courte du film (3h30) qui est sorti la semaine dernière, dans les salles obscures. Version courte... So what? *Le Monde libertaire* a fait un tour de table (en bois, dans une pièce cuisine remplie d'assiettes de spaghettis et de verres de vin, dans un esprit de partage, on ne peut plus libertaire...).

Le Monde libertaire: Ça vous fait quoi, à vous, techniciens et comédiens que la version originale ait accouché, au gré des circonstances, d'une version courte?

Patrick: Pour nous, c'est un autre film, donc, une autre histoire et par voie de conséquence, qui s'adresse à un autre type de public, peut-être plus large. Mais, le thème central, même raccourci, est inchangé: il s'agit toujours et plus que jamais de suivre la vie de gens anonymes, participant aux événements de la Commune dans le quartier Popincourt, aujourd'hui du 11e arrondissement de Paris, un des derniers à survivre à l'arrivée des Versaillais, après la réunion du dernier Conseil municipal qui s'est tenu dans la Mairie.

ML: Quels sont vos rôles dans le film et comment les avez-vous vécus?

Jean-Pierre: Le mien est celui d'un personnage historique qui a réellement existé, qui a participé à la prise de la mairie et a réussi, tout juste, à échapper à la répression versaillaise, ce n'est donc pas un rôle de composition.

ML: Veux-tu dire qu'il y a des rôles de composition?

Jean-Pierre: Oui, tout à fait, Peter Watkins, quand il a imaginé le film, a surtout été intéressé par le fait de faire re-vivre les événements par, et grâce, aux acteurs-figurants. Seuls, quelques personnages ayant réellement existé étaient disponibles, en fait, trois en tout et pour tout: Thiers, un élu et Talbot... Le reste relevant de la composition spontanée ou plus réfléchie des participants, acteurs et protagonistes d'un film qu'ils se sont appropriés.

ML: Pour toi, Maya, comment ça s'est passé?

Maya: À vrai dire, j'ai eu du mal à « investir » le film, dans la mesure où je faisais partie de l'équipe technique. Mais, je brûlais d'envie d'y participer plus concrètement. Donc, j'ai réussi à m'y imposer, dans la mesure où j'avais envie « d'en être » et je suis allée trouver Peter. Il m'a dit: « Bon, ça te dirait de faire partie de la bande des gamins de la rue? ». J'ai dit oui, même si je n'étais pas trop crédible à mon sens, en tant que « gamine » de la rue. Alors, il m'a dit tu fais partie de la horde des gamins de la Commune. Et moi, je l'ai tout de suite interprété comme: « Bon je n'ai pas le choix, je vais donc devenir, en bonne gamine, une espèce de poil à gratter des adultes communards » et je me suis instantanément, transformée en une gamine qui joue de la surrenchère, du gendre: « Et ben nous aussi, les gamins on va aller se battre contre les réactionnaires... ».

ML: Dans les trois versions du film, on remarque que des caméras et des journalistes vous observent en permanence, ça vous a gêné?

Maya: Non, pas du tout et puis c'est un des leitmotive de Peter. Les médias sont omniprésents dans toute son œuvre, depuis *Punishment Park*, jusqu'à *la Commune*. Nous devions admettre leur présence, en plus ce n'est pas du tout anachronique, puisque pendant la Commune, la presse était déjà omniprésente, autant dans la rue aux côtés des communards (il y avait pléthore de petits journaux édités à la diable, avec les moyens du bord), que du côté de la réaction qui envoyait également des journalistes espions.

Jean-Pierre: Oui, je ne sais pas exactement le nombre de titres plus ou moins éphémères qui ont jalonné les journées de la Commune, certains même imprimés sur de simples « torche-culs »

Patrick: Pour parler plus « actuel », Peter a introduit deux « témoins médiatiques », dans le film, le premier « écoute » les protagonistes, il est le journaliste de TV Versailles et le second, on le devine, retranscrit « la voix des Communards », c'est le journaliste de TV Commune. C'est un parti pris de Peter. En effet, on peut trouver la présence caméras anachronique, dans un sens, mais c'était également un moyen de ne pas les cacher hors champs. Personne n'est dupe: il s'agit d'un film!

ML: Doit-on y trouver, de la part de Peter Watkins, une critique de l'omniprésence des médias partout où il y a de la vie, thème récurrent chez lui?

Patrick: Bien sûr que oui, sans vouloir parler à sa place, il me semble évident qu'il a voulu souligner par là, la manipulation par les médias de la voix du peuple... Les journalistes ne sont pas là par hasard, encore moins celui de TV Versailles, qui vient plutôt « recueillir » l'information que tout simplement la cueillir. Pour Peter, c'est un principe de base: les médias comme pôle de désinformation, ou

plutôt de déformation de la parole. À tel point, qu'au cours de la version intégrale, leur présence dérange certains communards et qu'un des deux journalistes finit par démissionner tandis qu'il entend ce reproche venant de la foule : « Et vous au fait, que faites vous là, au lieu de prendre les armes ? ». Il s'agit de celui de TV Commune et d'ailleurs, dans la suite du film on ne le voit plus avec sa caméra, mais seulement avec un micro… Il en devient encore plus désuet !

ML : Quel est le message fondamental ?

Jean-Pierre : Il me semble que Peter a simplement tout simplement voulu parler du rôle de la propagande, issue d'un camp comme de l'autre, ou plus exactement cette symbolique peut signifier « Comment passer la parole directe aux gens, pour éviter de formater leur discours » Pour rappeler le contexte de la Commune, les médias se rapprochent de la démarche observée par la constitution d'une espèce de « Comité de salut public », qui va censurer, formater, cadrer les « débordements ». Une sorte de récupération des événements, ou pour être plus précis, de confiscation et de formatage de la liberté d'expression communarde. Pour ma part, je crois qu'à partir de la création d'un comité de surveillance on a commencé à assister à la négation de l'esprit justement communard. On présente et encadre les débats, pour mieux les circonvenir !

ML : Jean-Pierre, quel est ton personnage dans le film, comment l'as-tu construit, ou pourquoi l'as-tu choisi ?

Jean-Pierre : Je suis un artilleur, je suis sans histoire, je suis un observateur, totalement engagé dans la commune, mais j'ai foncièrement décidé de rester observateur, un rôle qui me sied à merveille…

ML : Venons-en au contre-emploi, comment Peter a recruté les acteurs versaillais ?

Patrick : C'est simple, nous avons passé des petites annonces, entre autre, dans *Les Nouvelles de Versailles* et dans *Le Figaro*, où nous demandions des figurants pour jouer des rôles de Versaillais. Et croyez-moi, nous avons eu beaucoup de réponses…

Jean-Pierre : La plupart d'entre eux étaient des gens de bonne conviction versaillaise, mais il faut cependant noter que d'autres acteurs souhaitaient jouer à contre emploi, justement, il y a eu les deux démarches. Mais, jouer à contre-emploi, n'est pas aussi l'essence de la comédie ?

ML : J'ai entendu dire que vous aviez proposé à une actrice, relativement « forte en gueule », elle se reconnaîtra, de jouer à contre-emploi le rôle d'une Versaillaise et qu'elle a refusé, offusquée !

Patrick : C'est possible, tu m'as l'air bien informé… En tous cas, ce ne fut pas le cas de toutes et tous les Versaillais qui parfois étaient ravis d'exprimer, encore aujourd'hui, leurs convictions et qui, visiblement, se sont éclatés ! C'est le cas de François, quoi que, celui-ci à un moment donné a peut-être été pris de doute, car je me souviens qu'il est venu trouver Peter et lui a dit : « Que dois-je faire ? » Peter lui a juste répondu : « Tout simplement ce que tu ressens. »

ML : Zahïa, comment as-tu choisi ton rôle, au sein de l'Union des femmes de la Commune ?

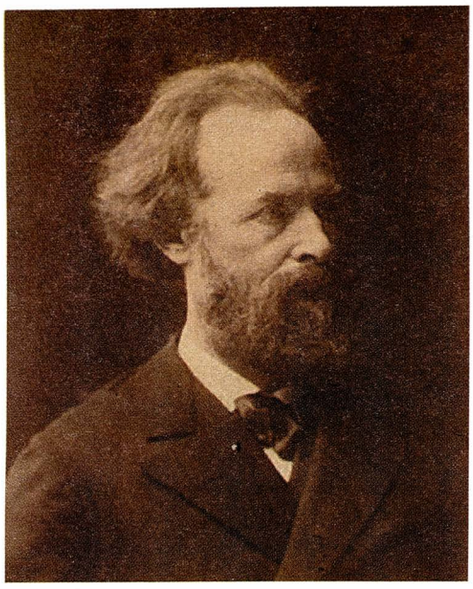
Zahïa : Je ne l'ai pas choisi. C'était pour moi une telle évidence. Et puis, je me suis dis : pourquoi ne pas jouer le rôle d'une communarde qui se pose exactement les mêmes questions que moi, en tant que femme, dans le monde d'aujourd'hui ? Dans le film, j'interprète une travailleuse. Enfin, je tiens à préciser qu'à cette époque, travailler pour une femme, c'était le plus souvent être lavandière, exploitée dans des ateliers, ou encore torcher le cul des gosses de la bourgeoisie. Et qu'est-ce qui a vraiment changé aujourd'hui, sinon que la plupart d'entre elles travaillent dans des bureaux ? Pour moi, le travail salarié, voire, le travail tout court m'inspire une haine foncière. J'en ai marre qu'on me demande d'emblée, avant d'essayer de me connaître : « Tu fais quoi dans la vie ? ». Sous-entendu, tu fais quoi comme travail ? Je préférerais qu'on me demande : « Qu'est-ce que tu ne fais pas dans la vie ? » Et pour toute réponse je dirais : « Moi ? Je veux du temps pour penser » C'est d'ailleurs la phrase que je dis dans le film !

Jean-Pierre : Doit-on rappeler une autre belle phrase d'Aristophane, anarchiste avant l'heure quand il parle, non pas du travail à proprement parler, mais de la marchandisation : « Il n'y pas de commerce sans vol » !

---

1. Le Rebond pour la Commune fut initié par Jean-Marc Gauthier, artiste et comédien dans ce film, et organisé à Montreuil par de nombreux autres comédiens et techniciens ayant participé au tournage. Un processus public collectif et créatif tel que ce débat, étendant vers l'extérieur ce qui se produit dans l'image, est devenu une possibilité très réelle et nécessaire pour diluer la hiérarchie des médias.

2. La version originale « La Commune » dure 5 h 45, elle a déjà été diffusée sur une chaîne de télévision (Arté, mais en pleine nuit…) et au Musée d'Orsay, tandis que la version pour les salles de cinéma dure 4 h 30. La version plus courte sortie en salle la semaine dernière dure 3 h 30.



Élisée Reclus par Nadar

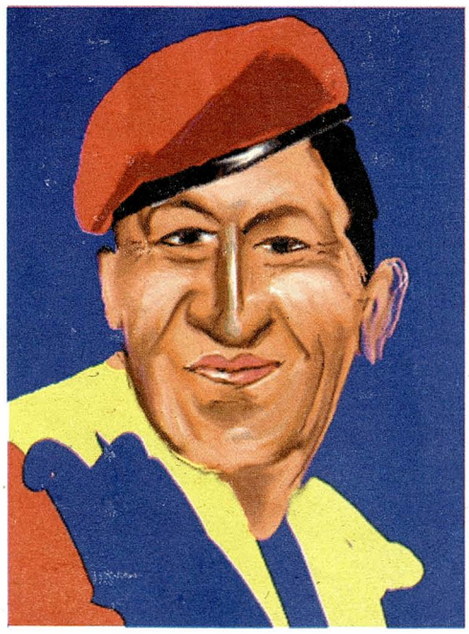
Nathalie Lemel

Louise Michel

Venezuela

Des balles pour les étudiants en lutte

La semaine dernière, le Venezuela était à la une du « Monde ». Le lendemain, en pages intérieures on causait de la visite du président Chavez en France où, la semaine prochaine, il doit rencontrer Nicolas Sarkozy. Ils parleront de la libération souhaitée d'Ingrid Bettencourt, de l'avenir... et peut-être des luttes estudiantines ? Le président vénézuélien aurait des choses à lui dire... En effet à la une précitée du quotidien français on pouvait voir un homme au visage dissimulé par un foulard qui tirait sur deux jeunes gens. Ça se passait dans une université occupée et des milices armées sont arrivées... Nos camarades de la Cruz Negra Anarquista nous en parlent dans leur communiqué. Pour les médias internationaux, le pouvoir vénézuélien brouille les pistes. Les luttes estudiantines contre la politique de Chavez seraient manipulées par la CIA !



Deux camarades de la CNA (Cruz negra anarquista, Croix noire anarchiste) ont été blessés au cours d'une manifestation étudiante. Aujourd'hui mercredi 7 novembre 2007, Gerardo Olivares, étudiant en lettres de l'université centrale de Venezuela (UCV) a été blessé par balle à la jambe. C'est un antiautoritaire et aussi ami de la Croix noire anarchiste, il a été touché lors d'un affrontement avec un groupe de chavistes dont un homme au visage masqué d'un foulard qui attaquait les étudiants dans l'école de Travail social de l'UVC. Les étudiants se dirigeaient vers le tribunal suprême de justice (TSJ).

Ces événements se sont produits alors qu'une partie de l'université était occupée. A l'entrée de la place Venezuela les attendaient un groupe de chavistes armés de pierres, bombes lacrimo et armes à feu.

Ces faits montre l'attitude intolérante et fascisante des pouvoirs publics. Ils se sont passés devant l'école de travail social. Gerardo avec d'autres, s'affronta vaillamment à ces gents qui sans préalables ni scrupules les assaillirent à coups de pierres dès le début de l'affrontement.

Peu après, un nombre important d'étudiants se rassemblèrent devant l'école pour s'opposer aux « pistoleros » Ces espéraient des renforts des forces de l'ordre et sese massèrent pour enter en force dans l'université.

Durant cette seconde attaque, le militant libertaire Gustavo Sandoval, étudiant en lettres de la UVC, fut blessé d'un coup de couteau porté par un des chavistes.

Par bonheur nos deux camarades sont hors de danger.

Ces actions fascisantes mettent évidence le caractère totalitaire et tyrannique de Huo Chavez Frias et de ses sympathisants. L'assaut final du 7 novembre se solda par neuf blessés par balles, armes diverses et pierres.

Nous Croix noire anarchiste de Venezuela lançons un appel au mouvement antiautoritaire anarchiste pour informer de la situation au Venezuela et surtout de la santé physique de nos camarades.

Cruz Negra Anarquista

Des informations sur le Venezuela :
cnainforma.blogspot.com
ellibertario « a » nodo50.org
www.nodo50.org/ellibertario
http://acultura.org
http://lalibertaria.blogia.com
http://www.contrapoder.org.ve

13 production présente

LA COMMUNE (PARIS, 1871)

un film de Peter Watkins

110 participants (interlocuteurs du spectacle, chômeurs sans-papiers, provinciaux, montreuillois, simples citoyens)

210 comédiens - Scénario, réalisation **Peter Watkins** - Image **Odd Geir Saether** - Son **Jean-François Priester**

Décors **Patrice Le Turcq** - Montage **Peter Watkins, Agathe Bluysen, Patrick Watkins**

Production 13 Production, Arte France, Musée d'Orsay, Institut National de l'Audiovisuel - Avec la participation du Ministère des Affaires Étrangères, du Ministère de la Culture et de la Communication, du Conseil Général de Seine Saint Denis, de la SCAM, de la Sofica Cofimage, de la Procirep, du Centre National de la Cinématographie. Une distribution Shellac

www.shellac-altern.org

VERSION 3H30

Radio libertaire

Jeudi 15 novembre

Si vis pacem 18 heures: Colombie, l'objection en marche

Vendredi 16 novembre

Place aux fous 13 heures: PAF Musique Les Dentelles Nerveuses viennent faire un tour dans PAF-Musique. Les amplis à 11 et les potards dans le rouge, pour une musique taillée entièrement à la dynamite!

Ça booste sous les pavés 22h30: Avec Miss Camilla Djette Made in Brazil nous évoquerons la vie dans les Favelas, la violence, la déforestation qui ruine ce pays, mais également le monde de la nuit, le carnaval et le tourisme. Le voyage se poursuivra dans la Night Léo

Samedi 17 novembre

La philosophie de l'ouvrier charpentier, 10 heures: « Les anarchistes et le cinéma » avec Isabelle Mavinone.

Chronique syndicale 11h30: Luttes et actualités sociales 11h30-12h30 Renault: côté cour, avec Pierre Allanche (Salariés et conseil d'administration); 12h30-13h30 Dans le monde une classe en lutte, avec Henri Simon.

Dimanche 18 novembre

Folk à lier 12 heures: Musiques traditionnelles 1re partie Carte blanche à un pionnier du folk des années soixante-dix/80: François Saddi,; 2e partie Melaine Favennec, dont le chant est bien connu sur RL, viendra présenter le dernier CD du Trio EDF: Ewen, Delahaye, Favennec, intitulé « Tri men ».

Des mots, une voix 15h30: Des mots, des auteurs L'émission recevra Claude Mouchard, pour ses livres « Papiers! » et « Qui si je criais...? » (sortis aux éditions Laurence Teper).

Lundi 19 novembre

Ondes de choc, 15 heures: Magazine culturel 15h-16h Valère Staraselski, pour « Une histoire française, Paris janvier 1789 » (Le Cherche Midi éditeur) et pour « Vivre intensément repose » (La Passe du Vent éditeur); 16h-17h Théâtre: Mohammed Dib au Proscenium.

Émission Antenne ouverte, de 18 heures à 21 heures: Le mouvement social actuel

Mardi 20 novembre

Des oreilles avec des trous (dedans) 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n° 111: elle sera consacrée à toutes les musiques qui ont emprunté au gamelan ou s'en sont inspirées.

Pas de quartiers 18 heures: L'équipe de PdQ reçoit en direct Eric Hazan, qui nous parlera de « Changement de propriétaire, la guerre civile continue » (édité au Seuil), son dernier et bienvenu brûlot pointé sur le cuirassé présidentiel. Tous à vos galènes, germanium et autres bidules à écouteurs!

Paroles d'associations 19h30: Magazine de la vie associative et culturelle Association Barbara-Perlimpinpin, à l'occasion des 10 ans de sa mort.

Jazz en liberté 22h30: Free jazz et musiques improvisées, autour de quelques trombones, par Gérard Terronès.

Mercredi 21 novembre

Blues en liberté 10h30: Émission musicale blues Jimi Hendrix, blues et succès.

Femmes libres 18h30: Femmes qui luttent, femmes qui témoignent L'association Femmes et Sciences présente le colloque du 24 novembre « Sciences et techniques: un avenir pour filles et garçons ».

Ras les murs 20h30: Actualités des luttes de prisonniers.

Trafic 22h30: France/Burkina Faso: livres et politique L'écrivain burkinabé Sayouba Traoré a sorti cette année un nouveau roman: *Les Moustaches du chat* (éditions Vents d'Ailleurs). Ce mercredi, il sera avec nous pour parler livres et politique, France et Burkina Faso.

Jeudi 22 novembre

Si vis pacem 18 heures: Faut-il brûler les papiers d'Hortefeux? Marc Havet, chanteur fou et polyamoureux, interprètera sa dernière chanson *Adieu ma petite maman*".

Vendredi 23 novembre

Ça booste sous les pavés 22h30: Radio Libertaire — FZM RDV quinzomadaire avec FZM, sur le thème « Électron libre », comme invités Manifeste électronique, Cellule X Calavéra, Hydra, des RemiXeurs Béruriers, ainsi que des Djs rebelles et libertaires de la scène Rap alternative.

Samedi 24 novembre

Chronique syndicale 11 h 30: Luttes et actualités sociales. Thème: le financement des syndicats.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 16 novembre

Ivry-sur-Seine (94)

Juja Lula Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468 www.forumleoferre.com

Samedi 17 novembre

Saint-Claude (39)

À partir de 12 heures, couscous de soutien au Coffre-Fort (espace social libertaire autogéré), rue de Bonneville à Saint-Claude. http://juralibertaire.over-blog.com

Ivry-sur-Seine (94)

Jean-Luc Debattice accompagné au piano par Nathalie Fortin dans son spectacle sur le répertoire du cabaret Le Chat Noir, « Toutes griffes dehors » Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468

Paris Ve

Dès 14 heures, Journée du Film Libertaire à La Clef, 21, rue de la Clef, 14h30, courts métrages libertaires, 17 heures, chroniques libertaires avec Michèle Rollin, Expositions: Lannoy, Passevant, Trumel, unes du *Libertaire*.

Paris XVIIIe

Chaque samedi, un rassemblement de soutien à Hélène et Philippe, qui depuis seize mois protestent contre leur licenciement abusif, est organisé devant le magasin où ils travaillaient: le Déballage du Marché Saint-Pierre (Dreyfus), 2 rue Charles-Nodier Paris 18e.

Mardi 20 novembre

Paris Ve

18 heures Rencontre avec Gérard Noiriel sur « A quoi sert l'identité nationale »http://atheles.org/agone/passepresent/aquoisertlidentitenationale/organisée en collaboration avec le Comité de Vigilance sur les Usages de l'Histoire (CVUH) Librairie Compagnie, 58, rue des Écoles, Information: 0143264536, libcompagnie@wanadoo.fr

Jeudi 22 novembre

Le Festival International du Film d'Histoire de Pessac a pour thème cette année: Liberté, Liberté chérie, ilsera placée sous le signe de l'Anarchie avec trois temps forts:

14h30, café débat consacré à un entretien sur l'Anarchie et le pouvoir avec César Martinez Lorenzo, auteur de *Le mouvement anarchiste en Espagne - Pouvoir et révolution sociale* paru aux Éditions libertaires en 2005.

16 heures, Histoire de la cinémathèque, *Le Cinéma du Peuple* par Isabelle Marinone, auteure d'une thèse sur « Anarchisme & Cinéma ».

19 heures, projection de *La Commune* d'Armand Guerra produit par la Cinémathèque du Peuple suivie du documentaire, *Armand Guerra, Requiem pour un cinéaste espagnol* d'Ezéquiel Fernandez, Les Éditions libertaires seront présentes pour proposer leurs publications sur la guerre civile.

Vendredi 23 novembre

Louhans 71

Débat sur la sortie du livre de Michel Valette, *Biographie de Robert Porchet un héros du pacifisme Déserteur de la guerre de 14-18*. Débat organisé par le groupe libertaire et par la Vache Noire animé par l'auteur en présence de René Burget (délégué de l'Internationale des Résistants à la guerre) à 20 heures Salle des Archives, place du Général-de-Gaulle

Ivry-sur-Seine (94)

David Legitimus et Renn Lee dans leur spectacle hommage à Claude Nougaro « Jazz et java » Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468

Saint-Denis (93)

19h30. La société de défense des laïques non-croyants, non-croyantes et athées organise une réunion publique avec Léon de Mattis auteur du livre *Mort à la démocratie*. Une critique sévère et argumentée des différents modes de scrutin, des campagnes en faveur de l'inscription sur les listes électorales ou des fondements mêmes de la démocratie. Bourse du Travail de Saint-Denis (Métro ligne 13 — Station Porte de Paris).

Samedi 24 novembre

Besançon (25)

À partir de 19 heures, rencontre de littérature sociale avec Thierry Périssé autour de son recueil de nouvelles *Noir horizon* et de sa maison d'édition Chants d'orties, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Louhans (71)

14h30 à 16 heures Dédicaces de Michel Valette à la librairie Forum, 56, grande rue

Cuisery (71)

17 à 18h30 Suite des dédicaces à la librairie Les chats noirs, 19, rue du Pavé.

Paris XIe

16 heures: Patrick Schindler viendra présenter l'ouvrage qu'il vient d'éditer aux Éditions du Monde libertaire, sur « La vie et les combats de Margerethe Faas Hardegger, féministe, syndicaliste et anarchiste du début du XXe siècle », au Forum Publico, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métro Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris XVIIIe

15h30 rencontre avec Ingrid Naour, écrivain contestataire, auteure, entre autres, du *Syndrome d'Atlas*, *Les lèvres mortes* ou encore de *L'humour des français sous l'occupation* en collaboration avec Maurice Rajsfus à la bibliothèque La Rue - 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e . Métro Blanche ou Abbesses - (avec la participation de Pierre Drachline)

dessin de Jean-Louis